



CARTOGRAPHIE ET PROFIL  
SOCIOÉCONOMIQUE DES  
COMMUNAUTÉS DE RETOUR  
AU BURKINA FASO

RAPPORT  
DE SYNTHÈSE

---

2018



Projet financé par l'Union européenne  
Projet mis en oeuvre par l'OIM



SAMUEL HALL.

*Le présent rapport de synthèse a été produit grâce au soutien financier de l'Union européenne.*

*Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues et politiques officielles de l'Union européenne ou de l'Organisation internationale pour les migrations. Les désignations utilisées et la présentation de tout le contenu du document n'impliquent aucune expression de la part de l'Union européenne ou de l'OIM concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de leurs autorités, concernant leurs frontières ou limites.*

*L'Union européenne ou l'OIM ne donnent aucune garantie ou représentation, explicite ou implicite, en ce qui concerne l'exactitude ou l'exhaustivité de ce document. En aucun cas, ils ne seront responsables de toute perte, dommage, responsabilité ou dépense encourus ou subis qui résulteraient de l'utilisation de cette étude, y compris, sans limitation, toute faute, erreur, omission, interruption ou retard à cet égard.*

*Ce document contient des liens de sites web de tiers. Les sites auxquels on peut accéder à partir de ces liens ne sont pas gérés ou contrôlés par l'Union européenne ou par l'OIM. L'Union européenne ou l'OIM n'est donc pas responsable de la disponibilité, du contenu ou de l'exactitude de ces sites, ni d'aucun lien contenu dans ces sites cités comme références. La mention de ces liens est à titre indicatif uniquement et ne constitue en aucun cas ni une recommandation ni une incitation aux lecteurs à utiliser ces références. Cette mention n'implique également aucune approbation de sites web par l'Union européenne ou l'OIM.*

*L'OIM croit fermement que les migrations ordonnées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM collabore avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.*

Ce rapport de synthèse a été préparé à la demande du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la recherche a été effectuée par Samuel Hall. Les avis exprimés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM. Toute erreur ou omission relèvent de la responsabilité de Samuel Hall.

Référence du document :

Samuel Hall (2018). *Cartographie et profil socioéconomique des communautés de retour au Burkina Faso (Rapport de Synthèse)*. Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations.

## CONTEXTE, OBJECTIFS & MÉTHODOLOGIE

Le Burkina Faso a une longue histoire de migration régionale et internationale. Un contexte économique marqué par un chômage, un sous-emploi et une pauvreté endémiques<sup>1</sup>, conjugué à la persistance d'une migration de travail vers la Libye, ont renforcé le phénomène au cours des dernières années. Conséquence de cette augmentation : une hausse du nombre de retours en provenance de Libye a notamment été observée avec 1013 Burkinabès bénéficiant de l'assistance au retour volontaire et à la réintégration (ARVR) fournie par l'OIM



(Organisation internationale pour les migrations).

Carte 1 : Communautés étudiées au Burkina Faso

Si le nombre et les données relatives à l'ARVR ne sont pas représentatifs de l'ensemble des migrations de retour,<sup>2</sup> ils n'en sont pas moins indicatifs de certaines tendances de fond. En 2017, moment du départ, la Libye représentait ainsi la principale destination envisagée pour 68 % des personnes interrogées, l'Europe pour 30 % et l'Algérie 1 %, confirmant le caractère d'abord économique et régional de la migration depuis le Burkina Faso.<sup>3</sup> L'analyse

de ces mêmes données selon l'année de départ montre toutefois que la Libye représentait la destination envisagée en priorité pour les départs antérieurs à 2014 ; les choses changent en 2015 et se confirment en 2016 et 2017, quand l'Europe devient la destination privilégiée.

Alors que le nombre de retours volontaires soutenus par l'OIM et des expulsions vers le Burkina Faso est en augmentation, cette recherche vise à soutenir la mise en place d'activités économiques, sociales et psychosociales favorisant la réintégration durable des migrants assistés au retour. Son objectif général est de mieux comprendre les communautés de retour — afin de formuler des recommandations au niveau communautaire et national.

L'initiative conjointe est inscrite dans un changement d'approche à la réintégration au sein de l'OIM. En 2017, l'OIM a développé une définition **multidimensionnelle** et **intégrée** de la réintégration durable : « la réintégration est durable lorsque le migrant de retour atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale au sein de sa communauté et de bien-être psychosocial, qui lui permet de faire face aux facteurs de migration. Une fois que la réintégration est durable, la décision de migrer à nouveau devient un choix et non une nécessité pour le migrant. »

L'enquête de terrain au Burkina Faso s'est déroulée du 3 au 22 mars 2018. Les outils de recherche employés de l'étude incluaient : 478 entretiens qualitatifs avec des jeunes âgés de 15 à 34 ans (soit entre 95 et 98 par communauté), 10 groupes de discussions, 5 fiches descriptives par communauté et 59 entretiens avec des parties prenantes (au niveau communautaire et central). Les zones choisies par l'OIM pour cette étude étaient de deux types :

statistiquement valides ; et 3) ce dernier point n'est pas préjudiciable dans la mesure où il permettra à l'OIM lors des phases ultérieures de cette enquête d'identifier des dynamiques (types de migrants, profils socioéconomiques, variations à travers le temps).

<sup>3</sup> OIM Burkina Faso, *Profil des Migrants Burkinabè Assistés au Retour Volontaire et Réintégration en 2017* et *l'Analyse des données sur les migrants de retour volontaire de la Libye des 20 septembre et 27 octobre 2016 au Burkina Faso*.

<sup>1</sup> OIM Burkina Faso, Termes de Référence, Étude sur les créneaux porteurs d'emplois dans la région du Centre-Est du Burkina Faso (Projet JEM)

<sup>2</sup> Sur ce point, trois précisions sont à apporter : 1) les communautés étudiées ont été choisies par l'OIM Burkina Faso, sans intervention de l'équipe de recherche ; 2) certaines communautés ne comptaient pas suffisamment de migrants de retour, y compris ARVR, dans l'échantillon des personnes interrogées pour tirer des conclusions

- Banlieue de la capitale et centre urbain (Saaba et Koko)
- Communes urbaines situées dans des régions agricoles (Tenkodogo, Béguédo, Manga).

La méthodologie utilisée pour la cartographie des communautés burkinabées pourra être appliquée dans d'autres communautés au Burkina Faso — cette approche « pilote » permettant l'identification de meilleures pratiques.

Il est à cet égard encourageant que, dans les cinq communautés interrogées, l'équipe de recherche n'ait pas identifié de tensions significatives causées par une compétition pour les ressources entre migrants de retour et non migrants au niveau communautaire. En effet, une part importante des répondants estime que les migrants de retour sont perçus de manière positive au sein de la communauté (41 % des répondants), contre 32 % qui pensent l'inverse. La perception positive ou négative des migrants de retour a le plus souvent trait au succès ou à

l'échec de l'expérience migratoire. Les migrants les moins bien perçus sont ceux qui n'ont pas réussi et qui sont rentrés sans épargnes. Ils sont alors souvent stigmatisés et culpabilisés, de manière implicite ou non, par les autres membres de la communauté. Avec la recrudescence des retours en situation « d'échecs », il est crucial d'éviter une dégradation des relations entre migrants de retour, migrants assistés au retour, et non migrants par un effort d'intégration économique, sociale et psychosociale qui permet de dessiner une perspective collective. Il s'agit également de donner aux migrants de retour comme aux non-migrants l'opportunité de faire des choix individuels et de mieux s'intégrer aux processus de décision collectifs. À travers la recherche et l'approche C4D (*Communication pour le Développement*), l'audience prioritaire reste les migrants de retour, mais aussi les communautés dites « hôtes », de retour, de transit ou d'accueil, afin de faciliter la réintégration ou l'intégration sociale, économique, mais aussi psychosociale au sein de ces communautés.



#### Qui sont les migrants de retour interrogés lors de l'étude ?

L'échantillonnage aléatoire adopté pour l'enquête quantitative fait apparaître 83 personnes revenues de l'étranger, dont 25 % décrites comme « involontaires ». Dans cette étude, le terme « migrant de retour » est employé pour parler des personnes interrogées lors de l'enquête qui ont vécu plus de trois mois à l'étranger et sont revenues au Burkina Faso sans assistance de l'OIM ; et le terme « migrants assistés au retour » pour parler des Burkinabés assistés par l'OIM dans le cadre de l'Assistance au retour volontaire et à la réintégration. Malgré des similarités et des profils qui se recoupent entre ces deux groupes, les données décrivent, en plus des communautés sélectionnées, les migrants de retour — mais non les migrants assistés au retour, en raison de leur relativement petit nombre. À l'image des données collectées par l'OIM auprès des migrants assistés au retour, les migrants de retour interrogés sont plus susceptibles d'être des hommes que des femmes (4 : 1) et plus âgés (51 % des 30-34 ans interrogés pour l'enquête étaient des migrants de retour contre 18 % des 15-19 ans présents dans l'échantillon) que les non-migrants interrogés.

*Photo 1 : Initiative conjointe (Photo de l'OIM Burkina Faso)*



## DONNÉES S & PSYCHOSOCIALES SUR LES 5 COMMUNAUTÉS INTERROGÉES

### DIMENSION ÉCONOMIQUE

**Des migrants de retour plus susceptibles d'avoir un emploi rémunéré, mais des vulnérabilités alimentaires alarmantes :**

- La moitié (50 %) des jeunes non-migrants et 59 % des migrants de retour interrogés ont un emploi rémunéré. Cette différence peut s'expliquer par l'obtention de qualifications supérieures à l'étranger ou par le niveau d'endettement un peu plus important des migrants de retour. 44 % de l'ensemble des répondants reçoivent des fonds de leurs proches (14 % de tous les ménages interrogés bénéficient de transferts de fonds internationaux, principalement en provenance d'autres pays africains et de l'Union européenne).
- La principale différence entre les migrants de retour interrogés et les non-migrants concerne la réduction (en quantité ou qualité) de nourriture consommée dans le dernier mois ; une stratégie d'adaptation négative qui affecte 41 % des migrants de retour contre 28 % des non-migrants de l'échantillon.

**Des compétences professionnelles spécifiques au genre et non alignées avec les secteurs porteurs de l'économie nationale :**

- Les compétences possédées et souhaitées par les répondants sont souvent spécifiques au genre.
- Les secteurs les plus « porteurs » au niveau communautaire sont souvent négligés par la jeunesse, notamment l'élevage et l'agriculture (recueillant seulement 2 % des souhaits des répondants).
- Bien que le travail informel demeure la règle dans les cinq communautés concernées, Béguedo et Tenkodogo se distinguent par la présence particulièrement alarmante de jeunes « sans compétences » (42 % et 32 % respectivement), et une grande concentration des compétences « restantes » dans le petit commerce à Béguedo (indiquant une diversification limitée). Manga et Saaba présentent des cas très différents et suggèrent une assez grande diversité de profils et de compétences ainsi que de secteurs et de niveaux de qualification.

**Un marché du travail caractérisé par une grande informalité :**

- La grande majorité de la main-d'œuvre interrogée travaille dans des activités informelles. Dans l'agriculture et la construction, cette informalité va de pair avec une grande précarité de l'emploi. La vulnérabilité socioéconomique des communautés interrogées, au-delà des différences dans la définition de l'emploi et du chômage, transparait

dans l'importante part des répondants (environ un tiers) qui ne sont ni détenteurs d'un revenu ni à la recherche d'un emploi. Presque 90 % des répondants considèrent qu'il est difficile ou très difficile de trouver un emploi.

- Dans les communautés plus proches d'une zone métropolitaine, le système d'embauche tend à être plus objectif (soit basé sur l'obtention préalable de diplômes, qualifications...) que dans les communautés plus isolées, même si l'activation des réseaux personnels (voir une forme de népotisme) reste la règle pour trouver un travail. Les obstacles à l'embauche des jeunes burkinabés sont un système éducatif peu performant, et une formation professionnelle de faible qualité, peu soutenue par la relative faiblesse des qualifications effectivement requises par les employeurs.
- Les répondants expriment un très grand intérêt à développer leur propre entreprise (83 % des personnes interrogées ont exprimé ce souhait, avec un pourcentage de 90 % chez les migrants de retour).

### Acteurs économiques au Burkina Faso (liste complète dans le tableau 3) :

- **L'ANPE** (Agence Nationale pour l'Emploi) avec son *Projet Emplois des Jeunes et Développement des compétences (PEJDC)*, placée sous la tutelle du Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelles (MJFIP), est certainement un des acteurs les plus actifs et efficaces, même si elle ne cible pas spécifiquement les migrants de retour. Deux programmes sont d'un intérêt particulier :
  - o La composante THIMO (Travaux à Haute Intensité de Main-d'œuvre) du programme de l'ANPE offre des opportunités immédiates d'emplois à travers les travaux d'utilité publique (p.ex. construction de route) aux jeunes sans formation. Les jeunes participant au programme sont accompagnés et reçoivent des formations pour faciliter leur insertion sur le marché de travail à la fin du contrat ;
  - o La composante développement des compétences de jeunes par les formations professionnelles, des apprentissages et la formation en entrepreneuriat. Jusqu'à présent le PEJDC programme n'applique pas de quota spécifique aux migrants de retour.
- **Le Programme de Renforcement de la Mécanisation Agricole (PRMA)**, appelé « opération 100 000 charrues », met à la disposition des agriculteurs du matériel agricole à prix subventionné. Le matériel est composé de plusieurs types de charrettes, de buteurs, de houes manga et de charrues. Les équipements agricoles sont subventionnés à 90 % pour les femmes et à 85 % pour les hommes.
- **Le Programme de Renforcement de la Formation Professionnelle (PRFP)** est en charge de 13 centres de formation professionnelle répartis sur l'ensemble du pays<sup>4</sup>
- **L'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF)** met à disposition des évaluations du marché du travail.

## DIMENSION SOCIALE

### Migration et éducation : une relation complexe

- Les données de l'étude confirment les dynamiques observées par le Programme Sectoriel de L'Éducation et de la Formation (PSEF) dans ses dernières statistiques : 39 % des personnes interrogées rapportent avoir dû interrompre leur parcours scolaire avant l'obtention d'un titre diplômant — avec un écart de 13 points entre femmes (31 %) et hommes (44 %). La raison principale d'abandon pour les deux groupes est l'incapacité de payer les frais de scolarisation (32 % hommes et 31 % femmes).

<sup>4</sup> Source : site internet du PRFP — <http://www.prfp.gov.bf/>

- Par ailleurs, à l'inverse d'une opinion souvent répandue, notre échantillon suggère que le profil éducatif des migrants de retour ne diffère pas fondamentalement des non-migrants, mais que l'éducation semble être un facteur important pour comprendre les *aspirations* des gens à rester ou à parti : plus un jeune est éduqué, plus il est susceptible *d'aspirer* à quitter sa communauté.

#### Un accès aux services inégal entre les communautés :

- En termes d'accès aux services, l'accès à l'électricité semble être le plus problématique dans la plupart des communautés, atteignant des taux de 63 % et 64 % des personnes interrogées n'ayant pas accès au réseau national à Manga et Saaba.
- Bien que d'importantes variations aient été constatées entre les communautés, il n'y a pas de différences significatives concernant l'accès aux services entre migrants de retour et membres de la communauté.

#### Acteurs sociaux au Burkina Faso (liste complète dans le tableau 3)

- **Action Sociale** : le SP/CONASUR (Secrétariat Permanent du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation), représentant une vingtaine de départements ministériels, des gouverneurs de régions et certaines ONG, est un acteur clé pour la réintégration des migrants de retour et fournit à travers l'Action Sociale des informations économiques, sociales et psychosociales aux migrants de retour. Bien que le SP/CONASUR soit le chef de file stratégique, en particulier en ce qui concerne l'organisation de l'accueil des migrants de retour, Action Sociale souffre d'un manque de visibilité au niveau local et est souvent perçue comme inactive ou absente.

## DIMENSION PSYCHOSOCIALE

**La prévalence de la migration régionale** : La plupart des migrants de retour de l'étude avaient migré vers des pays africains ; seulement 2 % des personnes sondées ont migré vers l'Europe. Presque la moitié des migrants de retour ont vécu en Côte d'Ivoire.

**Absences de perspectives, ennui et aspirations au départ** : Près de deux tiers des répondants ne souhaitent pas quitter leur communauté, **31 % d'entre eux expriment le désir de migrer** (parmi ce dernier groupe d'aspirants à la migration, 44 % des personnes choisiraient une destination en Afrique, 36 % un pays d'Europe et 16 % l'Amérique du Nord). Il n'y a pas de différence entre les migrants de retour et des non-migrants à cet égard. De nombreux jeunes rencontrés lors des discussions de groupe évoquent l'ennui, l'absence de perspectives, la volonté de ne pas reproduire le cycle traditionnel comme moteurs « négatifs » les incitant au départ. Dans l'étude quantitative, la recherche de travail et le sentiment de n'avoir pas de perspectives au Burkina Faso sont mentionnés en premier.

**Participation aux activités sociales** : Les taux de participation aux activités sociales sont généralement faibles dans les cinq communautés, mais le sentiment d'appartenance à une communauté est fort (79 % des répondants).

#### Optimisme chez les jeunes, et stigmatisation pour les migrants de retour :

- Bien que les taux d'émotions négatives auto-déclarées soient élevés, un sentiment d'optimisme est perceptible sur l'ensemble de l'échantillon. Si l'on compare les réponses selon les profils migratoires des répondants, les migrants de retour et les non-migrants expriment des émotions négatives similaires, bien que les migrants de retour semblent souvent plus affectés.
- En effet, les migrants de retour se trouvent souvent dans un « cycle de déception » : si l'optimisme et le sentiment d'appartenance sont forts dans les premières deux années après le retour, ils s'érodent avec le temps.

- Les **migrants de retour**, notamment ceux qui n'ont pas pu rapporter de l'argent pour soutenir leurs familles, sont par ailleurs **souvent stigmatisés par la communauté**. Dans les zones à forte tendance migratoire et bénéficiant d'un niveau plus élevé de transferts du fonds et d'investissement (telles que Tenkodogo et Béguédo), la perception des migrants de retour est majoritairement positive et dépasse la perception négative. À Saaba, Manga et Koko, la tendance est à l'inverse et la perception neutre (Saaba, Manga) ou même négative (Koko) prime sur le positif.

#### Acteurs psychosociaux principaux (liste complète dans le tableau 3) :

- Des structures comme OCADES ont des centres psychosociaux et pourraient contribuer à une prise en charge psychologique complète et systématique des migrants de retour.
- Des relais communautaires comme Pag-la-Yiri peuvent contribuer à la **sensibilisation des familles des bénéficiaires**, notamment sur les attentes et la déception au sein de la famille, qui constituent un facteur de stress supplémentaire pour les migrants de retour.

**Financement** : Le partenariat signé entre Coris Holding et Trade Hub (USAID) profite aux PME/PMI du secteur agricole par des financements et des formations techniques sur les procédures pour minimiser les risques de crédit. Trade Hub veut faciliter l'accès au crédit des petits transformateurs et exportateurs, en partageant son expérience en matière de garantie de crédit pour le financement (p. ex. les risques du crédit agricole et la structuration des mécanismes de financement). À fin 2017, au Burkina Faso, les chaînes de valeurs pouvant bénéficier pour le moment du financement sont les filières suivantes : élevage, maïs, mil, sorgho, riz, noix de cajou, karité, mangue, textile. En installant plusieurs succursales dans le pays, Coris renforce le réseau des mécanismes de financement existants – qui restent insuffisants, mais sont cependant ancrés dans les mentalités locales : BACB (ex-CNCA), CVECA autogérées, FAARF pour les femmes, PERCOMM en soutien au micro et petites entreprises, RCPB ou Technoserve plus récemment. Au-delà du soutien aux éleveurs, certains organismes incluent des soutiens dans les domaines de la santé vétérinaire, production fourriture d'aliments pour le bétail,

**Productivité** : La Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement ont lancé en 2011 un programme appelé « BagréPôle » pour soutenir le gouvernement dans ses efforts de développement de Bagré comme pôle fonctionnel de croissance par l'agro-industrie. Le pôle de croissance du Bagré est un projet qui vise à accroître la productivité agricole et pastorale pour lutter contre la pauvreté en milieu rural et promouvoir l'autosuffisance alimentaire en mettant en valeur la zone par des partenariats public-privé pour réaliser les infrastructures, attirer les investisseurs et favoriser des synergies entre production, transformation et commercialisation. En juin 2017, cependant, un rapport consacré à l'impact des agripôles sur le continent africain. La conclusion dénonce une vision du développement qui traite « l'agriculture comme un business comme un autre », privilégiant un modèle de monoculture intensive non durable et qui favorise les intérêts privés, nationaux ou internationaux, au détriment des petits exploitants familiaux. Lire Action contre la Faim, CCFD-Terre Solidaire et Oxfam France, Agriculture africaine : l'impasse des pôles de croissance agricoles, juin 2017.

## IDENTIFICATION DES BESOINS COMMUNAUTAIRES EN VUE D'UNE MEILLEURE RÉINTÉGRATION

Pour corroborer les éléments récoltés sur le terrain et sur la base des indicateurs développés dans le rapport régional et du rapport MEASURE<sup>5</sup>, le tableau ci-dessous présente les différentes dimensions de réintégration individuelle pour les cinq communautés interrogées au Burkina Faso.

Dans un premier temps, un indicateur est développé pour chacune des trois dimensions — économique, sociale, psychosociale — en fonction des données quantitatives récoltées lors de l'étude auprès des personnes interrogées dans chaque communauté ; ces trois indicateurs sont composés à l'aide des réponses données sur les profils socioéconomiques, les perceptions individuelles, la présence et la qualité des infrastructures,

<sup>5</sup> IOM – MEASURE, 2017. *Setting Standards for The Operationalisation of IOM's Integrated Approach to Réintégration*, Final Deliverable, Research conducted by Samuel Hall for IOM – Geneva.

la présence et la qualité des services de santé, la possibilité d'obtenir des financements ou prêts, le dynamisme des échanges commerciaux, la sécurité, l'environnement, la cohésion sociale, etc.

Dans un second temps, un indicateur synthétique représentant la moyenne (arithmétique) des trois indicateurs précédents permet la définition d'un *score économique, social et psychosocial*. Cette méthode apparaît comme pertinente dans le cas du Burkina Faso, dans la mesure où les indicateurs ainsi obtenus sont alignés avec les données qualitatives prélevées sur le terrain — qu'il s'agisse des entretiens de groupe, des ateliers photographiques, des sessions psychosociales (modèle W), des observations empiriques, etc. Cette grille d'analyse pourra donc être répliquée, en utilisant la même méthodologie, lors des évaluations d'impact intermédiaire et finale; des versions simplifiées peuvent aussi être développées par les équipes de suivi interne de l'OIM Burkina Faso.

- La **dimension économique** porte sur la présence d'offres d'emploi ou d'activités génératrices de revenus, et sur le niveau de vie des ménages au sein d'une communauté. Dans le tableau, on voit une très nette différence entre Bobo-Dioulasso (1,00), Saaba (0,63) et les trois autres communautés (0,14 à 0,40). Si le quartier Koko de la seconde ville et capitale économique du pays reste très pauvre, la proximité de bassins d'emplois locaux suffit à placer cette communauté loin devant les quatre autres; de même Saaba, qui jouxte Ouagadougou, est relativement moins enclavé et jouit de retombées en termes d'emplois et de développement économique (taux de pauvreté à 9,6 % seulement). À l'opposé, Tenkodogo ne tire que relativement peu d'avantages de son positionnement géographique sur la route commerciale du Togo voisin, en raison du faible état des infrastructures et des services (eau, routes, électricité).
- La **dimension sociale** prend en compte le niveau d'accès aux services de base tels que l'eau et l'électricité, l'éducation, la santé, le logement, la

documentation, la justice et l'application de la loi. Dans ce domaine, la supériorité de Bobo-Dioulasso (Koko) s'explique en particulier par un accès à l'eau et par de meilleures infrastructures. À l'opposé, on peut s'étonner de la faible note de la communauté de Manga (0,26) au regard des observations empiriques (voir tableau 2) et des investissements consentis pour améliorer des infrastructures vétustes ou inexistantes; les discussions de groupe confirment toutefois la frustration et les jugements exprimés dans l'enquête quantitative.

- La **dimension psychosociale** est couverte par les indicateurs quantitatifs prenant respectivement en compte l'incidence des émotions négatives au quotidien (colère, peur, solitude, faible estime de soi, tristesse, etc.), mais aussi le besoin en soutien psychologique. L'indicateur prend également en compte des variables telles que la discrimination perçue, la participation sociale, la confiance dans les principaux acteurs sociétaux ou politiques, enfin les niveaux perçus d'insécurité. Dans ces domaines, Beguedo occupe le premier rang, principalement en raison d'un faible besoin exprimé en soutien psychosocial, du peu d'émotions négatives ressenties, et du sentiment de plus grande sécurité. *A contrario*, les scores bas de Manga et Bobo-Dioulasso (Koko) s'expliquent notamment par d'importants besoins en assistance psychologique, également soulignés lors des discussions de groupe, par une absence d'implication des pouvoirs publics, et par le désœuvrement de la jeunesse locale.

Tableau 1 : Score de réintégration économique, sociale et psychosociale pour les communautés étudiées au Burkina Faso

	Pilier 1 Dimension économique			Pilier 2 Dimension sociale		Pilier 3 Dimension psychosociale		SCORE DE RÉINTÉGRATION		
	Rang	Communauté	Score	Communauté	Score	Communauté	Score	Communauté	Score	
Burkina Faso	1	Bobo-Diou (Koko)	1,00	Bobo-Diou (Koko)	0,82	Béguédo	0,71	1	Bobo-Diou (Koko)	0,76
	2	Saaba	0,63	Tenkodogo	0,52	Saaba	0,51	2	Saaba	0,49
	3	Manga	0,40	Béguédo	0,42	Tenkodogo	0,48	3	Béguédo	0,48
	4	Béguédo	0,31	Saaba	0,33	Bobo-Diou (Koko)	0,46	4	Tenkodogo	0,38
	5	Tenkodogo	0,14	Manga	0,26	Manga	0,43	5	Manga	0,36

Sur la base des indicateurs ci-dessus, nuancés par l'observation directe et par les entretiens qualitatifs, il est possible d'identifier des besoins communautaires spécifiques dans des domaines comme l'eau, l'énergie, l'environnement, etc. relevés dans le tableau ci-dessous :

en rouge, les enjeux prioritaires ; en orange, les enjeux importants ; en gris, les enjeux pour lesquels l'action de l'OIM ne saurait apporter une réponse directe à l'échelle communautaire.

Tableau 2 : Aperçu des défis socioéconomiques principaux par communauté

Enjeux communautaires	Tenkodogo	Béguédo	Manga	Koko	Saaba
Eau					
Énergie					
Environnement					
Éducation					
Formation					
Financement					
Cohésion Sociale					
Logement					
Santé					
Soins psychosociaux					
Infrastructures					
Accès aux documents	Possibilité de plaider à l'échelle nationale				
Accès à la justice — police	Possibilité de plaider à l'échelle nationale				

## APERÇU DES ACTEURS DE LA RÉINTÉGRATION ET DE LEURS CAPACITÉS AU BURKINA FASO

Le cadre institutionnel régissant la migration du Burkina Faso est principalement mis en œuvre par les acteurs gouvernementaux suivants : le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération régionale (politique d'émigration), le Ministère de l'Administration territoriale et de la Sécurité, le Ministère de l'Emploi, Sécurité Sociale (certification des contrats de travail des étrangers), Ministère de l'Économie et des Finances (élaboration de la Stratégie Nationale de Migration), et le Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille (comité anti-traite ; promotion des femmes et droits des femmes). Selon la Stratégie nationale de migration, la coordination est assurée par la Direction générale de l'Économie et de la Planification (DGEP) à travers la Direction des Politiques

de Population (DPP), en charge de proposer des orientations en matière de gouvernance de la migration et suivre la mise en œuvre de la Stratégie nationale de migration. La DPP est la structure de référence qui centralise l'information, alors que la mise en œuvre terrain passe par le Secrétariat permanent du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR) qui opère de manière largement décentralisée.

De nombreux acteurs collaborent à l'amélioration de la vie des jeunes burkinabés, qu'ils soient ou non spécifiquement mandatés pour travailler avec les migrants de retour. Dans le contexte actuel, toutes les organisations de la société civile, y compris celles qui sont

non spécialisées dans le domaine, reconnaissent les défis auxquels les migrants de retour font face et se disent prêts à participer à la réalisation d'interventions de protection ou d'intégration. Le PEJDC (Projet Emplois des Jeunes et Développement des Compétences) organise par exemple la formation et l'orientation des jeunes vers des activités entrepreneuriales, en plaçant les souhaits des jeunes — qu'ils soient migrants de retour ou non — au centre et en travaillant ensuite avec eux sur la façon d'atteindre ces objectifs par des formations, apprentissages, plans d'affaires et éveil à « l'esprit d'entreprise ». En outre, le PEJDC encourage les (anciens) participants à former des Groupements d'Intérêt Economique (GIE) et des groupes solidaires qui privilégient la coopération entre les membres pour créer des chaînes de valeur. Par exemple, les membres qui produisent les produits agricoles les font transporter par un membre du groupe et vendre par un autre membre du groupe solidaire.

Pourtant, malgré l'existence d'institutions (gouvernementales ou au sein de la société civile) ayant des compétences en matière de gestion et d'étude des migrations, celles-ci sont souvent confrontées au manque de ressources nécessaires à la mise en œuvre de leur mandat et aux tensions liées à la mise en place du fonds fiduciaire de l'UE. Trois obstacles s'opposent ainsi à l'établissement d'un système collaboratif pour la réintégration des migrants de retour :

- Absence de systèmes de coordination efficaces au sein des entités gouvernementales ;
- Des programmes étatiques qui souffrent d'un manque de fonds propres, de formation et de faiblesses ;
- La multiplication d'acteurs de la société civile mettant en place des programmes similaires.

La cartographie suivante résume les points de tension au sein de l'écosystème de la réintégration, tel qu'ils apparaissent aux acteurs interrogés lors de cette étude. Cela souligne le besoin de mieux comprendre et communiquer concernant les rôles spécifiques que les parties prenantes peuvent jouer sous le fonds fiduciaire de l'UE au Burkina :

- Conception d'un plan de partenariat stratégique avec les acteurs pertinents ;
- Identification des parties impliquées dans la mise en œuvre aussi bien que des nouveaux partenaires opérationnels et des entités de recherche et d'information ;
- Évaluation des forces et des faiblesses comparatives des acteurs les plus opérationnels sur le plan de la réintégration des migrants de retour.

Enfin, les tableaux 3 et 4 présentent des partenariats généraux et applicables à toutes les interventions d'intégration économique, sociale, psychosociale et environnementale (tableau 3) ainsi que des partenariats plus spécifiques, selon les filières envisagées et retenues (tableau 4). Ces résultats s'appuient sur une revue de la littérature récente et sur des observations empiriques et entretien aux niveaux nationaux (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso surtout) ainsi que sur des enquêtes de terrain dans les cinq communautés interrogées. Ces pistes de partenariat ne sont qu'indicatives, en raison des limites propres à cette étude, et requièrent un travail d'information sur chaque partenaire — qu'il soit institutionnel ou non — de la part de l'OIM afin de garantir la faisabilité technique, viabilité financière et durabilité de chaque partenariat.

Figure 1 : Cartographie des acteurs avec identification des faiblesses structurelles majeures

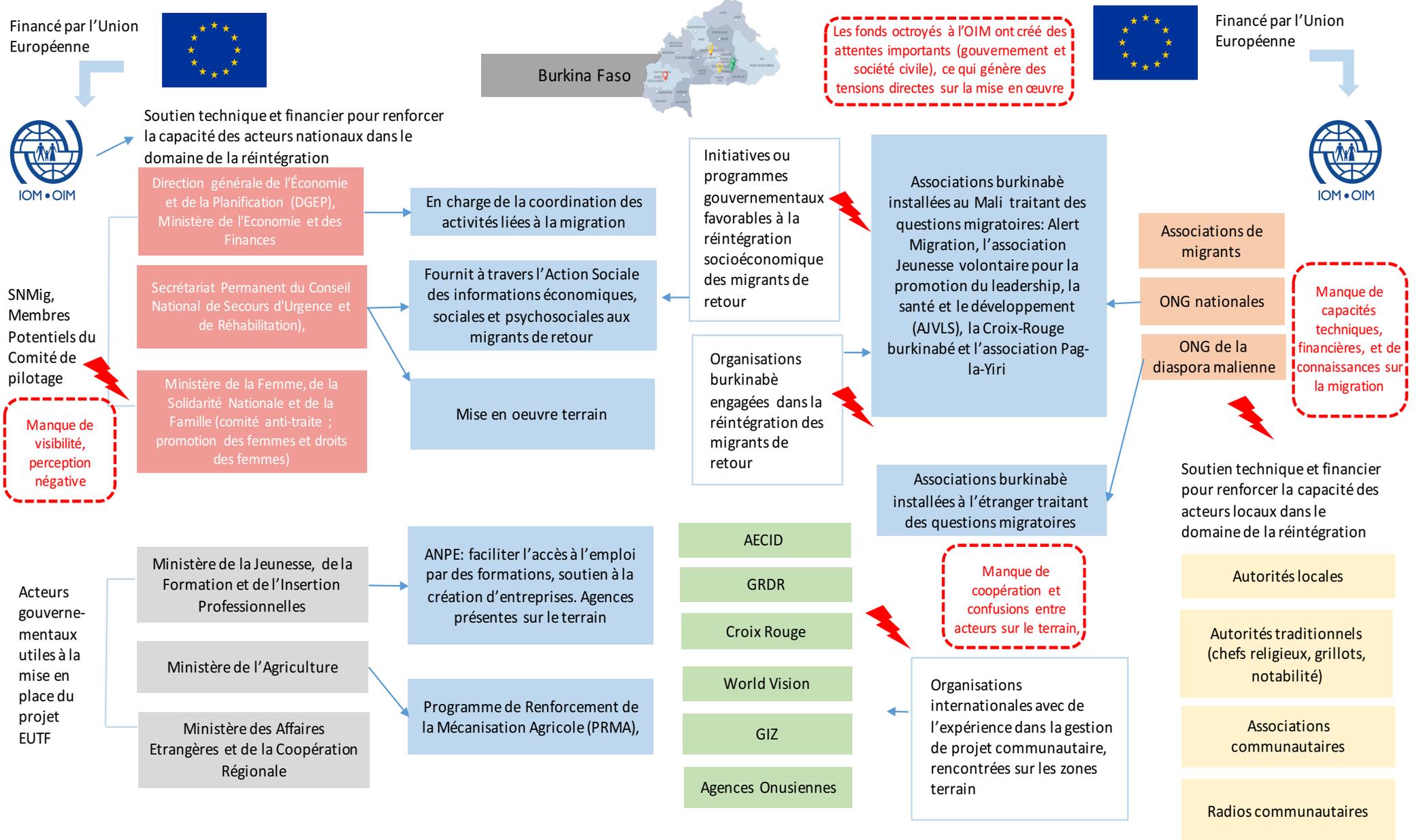


Tableau 3 : Partenariats structurels et généraux (indépendamment de la chaîne de valeur ou filière)

<p>STRUCTURE D' INTÉGRATION SOCIALE ÉCONOMIQUE, SOCIALE, PSYCHOSOCIALE</p>	<p><b>Partenaires institutionnels et/ou gouvernementaux</b>            CCIA – Chambre du Commerce, d'Industrie et d'Artisanat            DGPER – Direction Générale de la Promotion de l'Économie Rurale            DGPV – Direction Générale des Productions Végétales            DOPAIR – Direction de l'Organisation des Producteurs et de l'Appui aux Institutions Rurales            DPECV Direction Provinciale de l'Environnement et du Cadre de Vie            DRECV – Direction Régionale de l'Environnement et du Cadre de Vie            INADES BF – Institut Africain pour le Développement Économique et Social            MAHRH – Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques            MCAPE — Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion de l'Entreprise            MEBF – Maison de l'Entreprise du Burkina Faso            MJFPE – Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi            ONAC — Office National du Commerce Extérieur            PADL/CLK – Programme d'Appui au Développement Local des provinces</p> <p><b>Intégration sociale et psychosociale</b>            Action Sociale — Centre social pour les femmes            ADIJR – Association pour le Développement et l'Intégration de la Jeunesse Rurale            ANPE – Agence Nationale pour l'Emploi</p>	<p><b>Questions foncières</b>            GRAF – Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier            SATMO – Société Anonyme d'Aménagement de Terrains et de Maîtrise d'Ouvrage Délégués            SONATUR — Société nationale d'aménagement des terrains urbains            Wend-Panga Immobilier, Dakouré International, etc. — Sociétés immobilières</p> <p><b>Secteur agricole et agroalimentaire</b>            APME2A – Agence pour la Promotion des PME, Agriculture et Artisanat            CPF – Confédération Paysanne du Faso            FAB – Fédération Nationale des Industries de l'Agro-Alimentaire et Transformation Burkina            FIAB — Fédération des Industriels de l'Agroalimentaire du Burkina            FERT – Agri-agence française de développement            YPARD – Young Professionals for Agriculture Development</p> <p><b>Partenaires en formation et développement des capacités (généralistes)</b>            Corade — Formation des techniciens et cadres            CITA – Centre d'Initiation Technique et Artisanale</p>
<p>FINANCEMENT &amp; QUALITÉ</p>	<p><b>Partenaires financiers et investisseurs sociaux</b>            BACB (ex-CNCA) — Banque Agricole et Commerciale du Burkina            Coris banque – Financement des chaînes de valeur (USAID)            CVECA – Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit Autogérées            FAARF — Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes            PERCOMM — Projet d'Appui aux Micro et Petites Entreprises Artisanales            RCPB — Réseau des caisses populaires d'épargne et de crédit            TechnoServe — financement de micro-entreprises rurales</p>	<p><b>Labellisation durable et standards éthiques, sociétaux et environnementaux</b>            Alimenterre — Développement agroalimentaire durable et équitable            Ecocert — Organisme de Contrôle et de Certification pour l'Agriculture Biologique ;            Fairtrade Foundation et Max Havelaar — Labels éthiques et environnementaux            GRET – Développement solidaire            RONGEAD – Commerce International et Développement durable            WOUOL – « Entraide » commerce équitable            Paoline — Encadrement dans le commerce biologique et équitable (Bobo)</p>
<p>RECHERCHE &amp; INNOVATION</p>	<p><b>Partenaires recherche</b>            Agridata-BF — Collecte de données et informations sur les prix            Agrinatura — Universités et Centres de Recherche Européens (agriculture et développement)            CIAT – Centre International pour l'Agriculture Tropicale            CIRAD – Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement            CNRST — Centre National de la Recherche Scientifique et Technique            CRREA — Centres Régionaux de Recherches Environnementales et Agricoles</p>	<p>IED – Innovation Environnement Développement (Sénégal)            ILRI – International Livestock Research Institute            INERA – Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles            IRSAT – Institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies            LERMIT – Laboratoire d'Étude et de Recherche sur les Milieux et Territoires            MESSRS — Ministère des Enseignements Secondaires, Supérieurs et de la Recherche Scientifique            UP – Université Polytechnique de Bobo Dioulasso            VCA4D – Value Chain Analysis For Development (EII DEVCO)</p>

Tableau 4 : Partenariats spécifiques (selon la chaîne de valeur ou filière)

Filière apiculture	Filière karité	Filière mangue	Filière niébé	Filière noix de cajou — anacarde	Filière NTIC	Filière petits ruminants	Filière riz premium	Filière Spiruline	Filière coton (non retenue)
Tenkodogo Béguédo Manga	Manga Bobo Saaba	Bobo	Béguédo Manga Saaba	Bobo	Bobo Saaba	Tenkodogo Bobo	Béguédo	Bobo	Bobo
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Olvea — ONG (cire d'abeille et karité)</li> <li>• ONG Wend Puiré — apiculture</li> <li>• UNABF – Union Nationale des Apiculteurs du Burkina Faso</li> <li>• Paoline (encadrement bio et labels équitables – Bobo)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ABPJF, BUYABA, RAGUSSI, RIMTEREB SOM – Associations de femmes et formations dans la filière karité</li> <li>• FENAO – Fédération nationale des associations et professionnelles de la filière Karité</li> <li>• REKAF Réseau Karité des Femmes du Burkina</li> <li>• ROPPA – Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest</li> <li>• TFK – Table filière karité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• APROMAB – Association Interprofessionnelle de la Mangue du Burkina</li> <li>• ROPPA – Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest</li> <li>• WUR Wageningen University and Research (karité et mangue)</li> <li>• Laafi (femmes à Tenkodogo) pour mangue et karité</li> <li>• Union des Groupements féminins – Ce Dwane Nyee (mangue et karité)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• REHOBOTH, SPBN, RIIBO – Unités commerciales de transformatrices (femmes)</li> <li>• RTCF – Réseau de Transformatrices de Céréales du Faso</li> <li>• ISTOM – École d'Ingénieurs en Agro-Développement International (France)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ACA–BF – African Cashew Alliance (Alliance Africaine du Cajou)</li> <li>• ANATRANSE-GENESE</li> <li>• GEBANA Afrique</li> <li>• ICA Initiative du Cajou Africain<sup>[1][5]</sup></li> <li>• SOTRIAB – Société de Transformation Industrielle de l'Anacarde du Burkina</li> <li>• UTA — Union de Transformation de l'Anacarde</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CERI – Centre d'Étude et de Recherche en Informatique</li> <li>• ESI – École Supérieure d'Informatique</li> <li>• IUT – Institut Universitaire de Technologie</li> <li>• LPB – Lycée Professionnel de Bobo (LPB) idem à Ouagadougou pour Saaba</li> <li>• NTBF – Nouvelles technologies Burkina Faso</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• APESS – Association pour la promotion de l'élevage en savane et au Sahel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Africa Rice Center — Centre du Riz pour l'Afrique</li> <li>• Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique (ex-ADRAO)</li> <li>• ANACOR–BF – Association Nationale de Commerçants de Riz Burkina Faso</li> <li>• ANTRIZ-BF Association Nationale des Transformateurs de Riz du Burkina Faso</li> <li>• CIR–B Comité Interprofessionnel du Riz du Burkina</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fermes de spiruline du Burkina</li> <li>• TECHNAP</li> <li>• GERES (Groupe Énergies Renouvelables – France)</li> <li>• Terre-Monde — TARGUINCA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ALOK Industrie</li> <li>• SN CITEC – Société Nouvelle Huilerie et Savonnerie CITEC</li> <li>• ROPPA – Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest</li> </ul>
									Filière pisciculture (non retenue)
									Tenkodogo, Bobo

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UGPPK Union Générale des Productrices des Produits du Karité</li> <li>• UPROKA Union des Productrices de Karité</li> <li>• WUR Wageningen University and Research</li> <li>• L'Occitane (compagnie privée)</li> </ul>						<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNPRB – Union Nationale des producteurs du Riz du Burkina</li> </ul>		CPAVI Centre de Promotion de l'Aviculture Villageoise
--	--	--	--	--	--	--	---	--	---

## RECOMMANDATIONS POUR OIM — BURKINA FASO

Deux types de recommandations sont présentés dans cette section. Ces deux approches sont complémentaires, les approches dites « générales » servant de socle pour initier, consolider et optimiser l'impact des recommandations spécifiques — par communauté. Il est important de noter ici, à la suite

- iii) Identifier les fragilités socioéconomiques des communautés ciblées (tableau 2) pour proposer des solutions entrepreneuriales pragmatiques qui réintègrent les migrants tout en apportant des dividendes positifs à la communauté et garantissent un impact environnemental, sociétal

Optimiser l'impact par des partenariats : L'approche multirôles de l'OIM devra être réalisée en coordination avec d'autres acteurs clés, tels que les homologues gouvernementaux, les agences internationales concernées (p. ex. FAO, BIT, Banque Mondiale, BAD-ADB, etc.), le secteur privé local et national, les petits exploitants locaux, les partenaires de recherche (e.g. IRD, CIRAD, Université Polytechnique, ILRI, CIAT, ICARDA, etc.), les labels de qualité (p. ex. Ethiquable, Max Havelaar, etc.) et autres acteurs pertinents (par exemple et de manière non exhaustive à l'échelle nationale : Agence pour la Promotion des petites et moyennes entreprises, Agriculture et Artisanat (APME2A), Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), Fédération des Industries Agroalimentaires du Burkina (FIAB), La Table Filière Karité (TFK), ROPPA...), etc.

de nombreuses discussions avec les équipes de l'OIM en Afrique de l'Ouest, que ces recommandations sont indicatives (car fondées sur des ressources limitées et des *enquêtes rapides* de dix jours par communauté). Un travail de terrain de la part des équipes de l'OIM est donc requis afin de tester la viabilité des pistes recommandées, vérifier la faisabilité technique des interventions, et mieux évaluer la nature des partenariats possibles. De manière générale, il est recommandé à l'OIM – Burkina Faso de privilégier une approche systémique qui vise à influencer la structure des communautés locales. Réintégrer des individus ne consiste pas seulement à offrir des opportunités d'emploi à court terme, mais à mieux comprendre la communauté pour en renforcer la structure d'intégration économique, sociale, sociétale et psychosociale. Dans cette logique, il convient de :

- i) Développer des analyses spécifiques des chaînes de valeur pour identifier les segments de création de valeur économique et environnementale pour la communauté et d'emploi pour les migrants de retour ;
- ii) Créer des emplois pour les non-migrants et les migrants assistés au retour, afin de casser la frontière — souvent démentie par les Burkinabés interrogés — entre communautés « hôtes » et migrants ;

et social positif (ou neutre) ;

- iv) Optimiser l'impact de l'intervention au-delà du cercle économique strict, à travers des activités sociétales, psychosociales et culturelles.
- v) Renforcer les coordinations avec d'autres acteurs clés, tels que les homologues gouvernementaux (Burkinabés, mais aussi régionaux – Ivoiriens, Ghanéens ou Togolais en particulier), les agences des Nations Unies concernées, le secteur privé local et national, les petits exploitants locaux, les coopératives, les partenaires de recherche et autres acteurs pertinents – sachant que l'OIM n'est pas en capacités techniques et financières de remplir l'ensemble des mandats assignés dans ces recommandations.

## RECOMMANDATIONS GENERALES POUR OIM — BURKINA FASO

1. **Favoriser le développement de l'industrie agricole en privilégiant productivité et transformation :** Dans un contexte local où l'agriculture est surtout vivrière, de plus en plus d'acteurs du secteur agricole se tournent vers l'agriculture de rente, l'agrobusiness, la production, la transformation et la commercialisation (qui représentent environ 34 % du PIB burkinabé) pour soutenir le développement économique local. Sur la base des

informations qualitatives collectées par l'équipe de recherche, d'entretiens avec d'autres parties prenantes, et de la revue de littérature conduite pour cette étude, le tableau ci-dessous présente les chaînes de valeur qui offrent des garanties supérieures en termes de valeur ajoutée, d'impact environnemental, et d'équité sociale dans les cinq contextes communautaires étudiés. Les variables retenues et le système de notation utilisé pour les communautés privilégiées sont détaillés dans le tableau 12 en annexe du présent document, sur la base d'une grille d'analyse développée par le BIT (ILO) et le HCR.<sup>6</sup> Le tableau 5 ci-dessous synthétise les principales conclusions de la grille d'analyse appliquée aux cinq communautés

interrogées, ce qui permet d'analyser la pertinence pour l'OIM d'investir dans certaines chaînes de valeur ou initiatives entrepreneuriales spécifiques — pertinence en termes économiques, sociaux, environnementaux, sociétaux, etc. La nature de la participation des migrants de retour (et non-migrants) à la chaîne de valeur peut varier en fonction de la complexité de la filière concernée et des qualifications individuelles requises : récolte, production, vente, transformation, prestation de services, marketing, etc. De même, le rôle de l'OIM peut varier de la facilitation, au financement, au soutien technique, à la formation...

Tableau 5 : Chaînes de valeur présélectionnées pour les communautés interrogées  
(Source : ILO-UNHCR, voir le tableau complet en annexe au présent document)

Chaînes de valeur présélectionnées	Tenkodogo	Béguédo	Manga	Bobo Dioulasso	Saaba
Apiculture	✓	✓	✓		•
Coton				✗	
Élevage	✗				✗
Karité			✓	✓	✓
Mangue				✓	
Niébé		✓	✓		✓
Noix de Cajou (anacarde)				✓	
NTIC				✓	✓
Oignon		✗			
Petits ruminants	✓			✓	
Pisciculture	✗			✗	
Riz Premium		✓			
Sorgho, Mil, Maïs	✗				
Spiruline				✓	
Résultats	2	3	3	6	4

✗ = chaîne de valeur contextuellement considérée, mais sans garantie suffisante au regard des critères retenus.

✓ = chaîne de valeur contextuellement retenue et présentant des garanties suffisantes au regard des critères retenus.

<sup>6</sup> Guide to market-based livelihood interventions for refugees / International Labour Office (BIT - Bureau International du

Travail); United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR). - Geneva: ILO, 2017.

« On est devant une situation d'impasse, en apparence en tout cas. D'un côté, l'économie du Burkina est essentiellement agricole avec une majorité de la population "occupée" informellement dans le secteur primaire — agriculture ou élevage, qui représentent toujours entre 30 % et 40 % du PIB selon les années. C'est évidemment le cas dans les campagnes, mais c'est aussi toujours le cas dans les villes. La faible productivité, les méthodes de culture, la taille des exploitations et les aléas du climat ne permettent pas de bien vivre. (...) De l'autre côté, les jeunes Burkinabès expriment leur frustration : ils ne veulent pas vivre de l'agriculture et reproduire les modèles des parents, du village. Mais sans qualification et dans le marché local, il n'y a pas de réelle alternative (...) Quelle solution ? Je pense qu'il faut valoriser les filières à fort potentiel, en choisissant des chaînes de valeur d'avenir, en jouant la carte de la transformation, en favorisant une diversification avec des formations basiques, des formations plus avancées, pour renforcer l'attractivité de filières agricoles victimes du désamour de la génération actuelle. C'est bon pour l'économie, c'est bon pour la jeunesse du pays. »

*Entretien avec un représentant du BIT*

**2. Généraliser une approche entrepreneuriale centrée sur des initiatives à petite échelle, basées sur les besoins de la communauté/du marché et générées par des entrepreneurs locaux (migrants assistés au retour et non-migrants),** bénéficiant d'une formation technique et d'un soutien en nature de l'OIM et d'autres partenaires. L'impact sur la communauté peut être multiple : économique, social, environnemental ; mais également un impact positif sur la perception des migrants de retour par le reste de la communauté. Sur ce point, pour l'OIM, travailler avec le PEJDC aurait l'avantage d'utiliser l'expérience, les réseaux, etc. existants ; de soutenir et renforcer ces initiatives de manière durable ; et de mettre les bénéficiaires en contact avec d'autres participants pour améliorer la réinsertion sociale.

**3. Établir des points d'accueil dans la communauté (soit physiques, avec un centre dédié, soit virtuels, avec un *case-manager* OIM spécifique attaché à l'intégration de chaque migrant)** pour informer les migrants de retour de leurs droits, donner des conseils sur les possibilités d'emploi et les orienter vers les services publics pertinents. Il faut de même assurer la liaison avec les institutions publiques compétentes et renforcer leur capacité à fournir des services efficaces tels que des formations à l'entrepreneuriat, du coaching, des services de placement, etc. Il est par ailleurs important de fluidifier les processus d'intégration à l'arrivée pour réduire les temps d'attente et développer un système unifié

d'information et de suivi pour les migrants de retour.

**4. Renforcer les capacités de réintégration sociale et psychosociale :** L'OIM met actuellement en place un système pour garder des contacts avec les migrants de retour assistés, notamment *via* des organisations de la société civile comme Alerte migration, des groupes de discussion, la Croix-Rouge, l'assistant de réintégration ou *case-manager* (recommandation 3). Si le système se heurte parfois à des difficultés opérationnelles, d'importants efforts sont mis en place pour l'améliorer. Des axes de réflexion supplémentaires peuvent dès lors se dégager :

- L'OIM pourrait collaborer avec les associations locales pour assurer un suivi après le retour des bénéficiaires dans leur région d'origine. L'OIM, par le biais de ces organisations/associations, pourrait aider les bénéficiaires à s'organiser en associations ou en groupes organisés qui se soutiennent et s'informent mutuellement, mais facilitent également la réintégration sociale. De même, l'OIM pourrait appuyer la création de centres d'accueil des migrants de retour ayant des besoins psychosociaux spécifiques (au sein de structures existantes) ;
- L'OIM pourrait également coopérer avec la Croix-Rouge (qui fournit déjà des formations socioprofessionnelles sur le terrain) ou les organisations présentes dans les communautés pour soutenir la formation du personnel dans la prise en charge des traumas (agressions sexuelles, viols,

maltraitements, violences physiques et psychologiques) et la médiation avec les familles ;

- En général, il semble qu'il n'y ait qu'une offre limitée d'activités sociales pour les jeunes dans les communautés étudiées. L'OIM pourrait coopérer avec des ONG locales ou des associations de jeunes pour offrir un « programme d'activités mixtes » incluant des activités de socioculturelles, sportives et récréatives, des formations et des informations sur les opportunités d'emploi.

#### 5. Systématiser les partenariats avec les ONG et OSC burkinabées ainsi qu'avec les acteurs de la recherche (en particulier agricole, rurale et environnementale) :

Le secteur offre d'intéressantes opportunités, particulièrement à la jeunesse. Avec le développement des TIC, les jeunes peuvent créer des services à valeur ajoutée pour le monde agricole : favoriser la création des réseaux de veille sur les marchés agricoles, animer des réseaux virtuels (Facebook, Blog) pour des OP et des producteurs, accompagner en montage et suivi de projets, etc. C'est ainsi que des jeunes diplômés se reconvertissent dans le secteur agricole.

#### 6. Fournir des formations à l'entrepreneuriat et un soutien au démarrage avec l'OIM dans les pays de destination (avant le retour) et transit

(Niger en particulier, pour ceux qui reviennent de Libye ou Algérie). La relativement courte période (2-3 semaines) passée dans les centres de l'OIM avant le retour au Burkina Faso peut permettre : i) d'évaluer les besoins et compétences des migrants de retour volontaires (ARVR), ii) de les aiguiller vers des formations et des modalités d'intégration ajustées avant le retour. La collaboration entre bureaux de l'OIM au niveau régional et au Burkina Faso est ici cruciale.

#### 7. Contribuer au renforcement des capacités techniques et institutionnelles des parties prenantes burkinabées à

#### l'échelle locale comme à l'échelle nationale :

Une approche cohésive qui vise à développer les capacités individuelles et communautaires à deux niveaux (institutionnel et professionnel/technique). Ces deux types de soutien — par le biais de formations techniques et professionnelles — doivent être mis en place dans l'ensemble des communautés interrogées. Chaque communauté étudiée reste structurellement handicapée par la faiblesse de l'encadrement institutionnel sur les questions de migration, de protection ou de droit plus généralement. À l'échelle nationale ou provinciale, il est tout aussi important d'offrir un appui technique aux acteurs gouvernementaux et partenaires de la société civile sur des questions de protection, et de droit des migrants (en incluant les migrants de retour).

#### 8. Identifier les partenariats avec des instituts de recherche et innovation afin d'optimiser la productivité et la soutenabilité environnementale des projets promus par l'OIM au Burkina Faso :

Un constat généralisé dans les cinq communautés interrogées comme à l'échelle nationale est l'absence de connaissance des possibilités de partenariats entre les organismes de recherche et innovation (privés ou

#### Vers une e-agriculture burkinabée grâce aux NTIC ?

AGRIDATA-BF est une plateforme d'information agricole utilisant les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) comme la téléphonie mobile (SMS, vocal) ou l'imagerie satellitaire afin de contribuer à la réduction de l'asymétrie informationnelle au profit des acteurs du monde agricole. Introduite au Burkina depuis 2011 dans le cadre des activités du Programme de Développement de l'Agriculture du Compact (PDA/MCA-BF), la plateforme a été cédée en juin 2014 à la société EcoData, sous la forme d'un Partenariat public-privé : « Les paysans illettrés peuvent bénéficier des conseils en matière de bonnes pratiques agricoles, d'innovations technologiques, d'alertes météorologiques et catastrophes, de marchés des intrants et produits agricoles, d'opportunités d'affaires, de partenariats techniques et financiers. » Les activités de la plateforme peuvent aussi

publics) et l'OIM. Connaissant le foisonnement des instituts et instituts de recherche opérant en Afrique de l'Ouest — et au Burkina en particulier — il est recommandé de changer les mentalités de l'OIM sur ce point dans la mesure où ce type de partenariats : 1) légitime les initiatives de l'OIM en les adossant à des centres de recherche ou d'innovation (label); 2) augmente les chances de réussite par un soutien technique, une expertise scientifique et une connaissance contextuelle élevées (savoir-faire), et 3) permet aussi le développement des capacités de certaines universités et centre burkinabé, via des partenariats tripartites. Parmi les acteurs pré-identifiés par l'équipe de recherche figurent : Agridata-BF, Agrinatura, CIAT, CIRAD, CNRST, CRREA, ICARDA, IED, ILRI, INERA, IRSAT, LERMIT, MESSRS, UP de Bobo Dioulasso, VCA4D (EU-DEVCO).

#### **9. Développer une capacité de plaidoyer en faveur de l'intégration des populations ciblées (15-34 ans) au sein des instances de décision locales :**

La revue des actes et minutes des organes de décision communautaires fait apparaître une quasi-absence des jeunes dans la prise de décision — aux niveaux économique, politique et social. Cette sous-représentation, dans les organisations paysannes (OP) notamment, traduit la nature encore très gérontocratique de la société burkinabée telle qu'elle transparait dans les communautés. Dans les cas où les jeunes sont pris en compte ils occupent généralement des postes subalternes de secrétariat. Aujourd'hui, par exemple, il existe une Fédération des jeunes professionnels agricoles, mais elle reste peu active et absente des débats. De même, pour l'accès à la terre, les jeunes burkinabés sont les moins privilégiés, l'octroi étant réservé aux chefs de famille ; les terres des jeunes sont « pour la plupart incultes, en friches ou de petite superficie » (YPARD).

#### **10. Renforcer la coopération burkinabo-ivoirienne pour mieux protéger les migrants :** Vu

l'importance de la Côte d'Ivoire pour les migrants burkinabés (et vice versa), l'OIM pourrait jouer un rôle facilitateur de promotion de la coopération en matière de migration entre ces deux pays. La Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont signé un Traité d'Amitié et de Coopération (TAC) en 2008 et ont conclu plusieurs accords bilatéraux dans le cadre de ce traité. Récemment, la création d'un

**Exporter les succès ?** L'OIM envisage la création d'une ferme agricole (maraichage, élevage, pisciculture) dans la région Centre-Sud ou Centre-Est. Les principaux défis consistent à trouver a) un terrain accessible ; b) suffisamment d'eau. Les deux régions, en particulier la région Centre-Est, ont un très fort potentiel d'exportation vers les pays voisins. La région est essentiellement agricole (agriculture de subsistance ou vivrière), mais bénéficie du commerce transfrontalier. La création de chaînes de valeur et le traitement des produits agricoles présentent donc un fort potentiel, car les produits peuvent facilement être exportés vers le Togo, le Bénin et le Ghana. Il faut toutefois souligner les barrières douanières et de transport rédhibitoires pour certains produits périssables

fonds commun en faveur de l'emploi des jeunes et de l'autonomisation des femmes a été proposée. L'OIM pourrait peut-être jouer un rôle plus actif pour formaliser les échanges de migration de travail (qui ont une importance égale pour les deux pays), de protection pour les migrants, et de facilitation de transfert de fonds, de connectivité et de transport, pour les migrants dans les deux pays. Certains bureaux de l'OIM ayant souligné la difficulté d'un tel exercice au regard de leur mandat et des réglementations existantes (douanes, biens, services, personnes), un partenariat avec d'autres acteurs régionaux ou bilatéraux est envisageable.

#### **11. Exploiter la présence régionale de l'OIM pour promouvoir l'économie burkinabée :**

Pour améliorer le faible niveau de connectivité économique avec les pays voisins il convient d'optimiser les connexions, des migrants de retour dans toute la région. Ces réseaux peuvent générer une coopération transfrontalière et permettre aux produits burkinabés d'accéder aux marchés étrangers et de façon avantageuse pour tout le monde. Étant présente dans tous les pays voisins, l'OIM pourrait favoriser des subventions pour des projets connectant les migrants aux

marchés régionaux, via des groupements de migrants et non-migrants des deux côtés de la frontière. Cet axe de travail est indispensable à l'optimisation du travail de l'OIM au Burkina Faso,

pour favoriser la réintégration des migrants de retour, mais souvent hors du mandat de l'OIM; des partenariats seraient dès lors à explorer.

## STRATÉGIE C4D POUR OIM — BURKINA FASO

Contrairement aux autres pays de l'étude, l'OIM Burkina Faso a déjà adopté une stratégie de communication ainsi qu'un « Plan de communication et de visibilité »<sup>7</sup> pour les trois prochaines années afin de promouvoir et d'informer les différents acteurs sur le terrain ainsi que le grand public sur « l'initiative conjointe UE-OIM ». L'accent est mis sur la sensibilisation des migrants de retour, des potentiels migrants et des communautés d'origine aux dangers et aux risques liés à la migration irrégulière comme aux canaux de migration régulière. Les activités envisagées incluent de sessions d'information, un forum d'échanges et débats, des débats radio, un Festival international du film, des activités de sensibilisation dans écoles et universités, une caravane de sensibilisation, des médias traditionnels (TV, affichage, radio) et modernes (Facebook, Twitter, Instagram).

La stratégie de C4D de l'OIM doit prendre en compte deux spécificités dans la dynamique migratoire burkinabée. D'une part, **le désir de partir est relativement faible en comparaison avec d'autres pays de l'étude**. Moins d'un tiers des répondants veut quitter la communauté — soit le pourcentage le plus bas et près de 20 points d'écart avec la moyenne des onze pays de l'étude en Afrique de l'Ouest. En termes d'aspiration au départ, enfin, il n'y a pas de différence significative entre les deux populations de migrants de retour et non-migrants. **La connaissance des risques de la migration n'est un facteur d'influence du désir de rester que pour 15 % des répondants et la méconnaissance des routes de migrations régulières que pour 2 % d'entre eux**. Ce dernier point est capital pour évaluer la pertinence des campagnes de sensibilisation. Les analyses ci-dessous confirment le peu de poids de l'information et de la communication dans les aspirations ou la décision.

Tableau 6 : Perception des acteurs sociaux selon leur « honnêteté » (par communauté)

Honnêteté	Koko	Béguédo	Manga	Saaba	Tenkodogo	Total
Leader traditionnel du village	64 %	95 %	81 %	78 %	83 %	80 %
Enseignants	70 %	89 %	78 %	74 %	67 %	76 %
Docteurs, infirmière	63 %	84 %	79 %	71 %	58 %	71 %
Police	68 %	80 %	67 %	51 %	66 %	67 %
ONG	64 %	33 %	56 %	56 %	25 %	47 %
Gouvernement	49 %	46 %	54 %	41 %	25 %	43 %
Agence des Nations Unies	60 %	19 %	54 %	60 %	16 %	42 %
Juges	56 %	17 %	48 %	29 %	35 %	37 %

Code couleur : rouge = moins de 20 % d'opinion positive; rosé = entre 20 % et 39 %; orangé = entre 40 % et 59 %; vert clair = entre 60 % et 79 %; vert foncé = plus de 80 %.

<sup>7</sup> IOM Burkina Faso (2017), Plan de communication et de visibilité

La perception des acteurs sociaux et politiques est remarquablement positive dans les cinq communautés, bien que le gouvernement et les juges soient généralement placés au-dessous des leaders traditionnels, des enseignants, des docteurs/infirmières, mais aussi de la police :

- Dans les **communautés situées en zone métropolitaine**, la perception des acteurs est beaucoup plus nuancée que dans les autres communautés, notamment en ce qui concerne le degré d'honnêteté des ONG et acteurs des Nations Unies.
- Dans les **communautés urbaines situées en zone rurale**, les leaders traditionnels sont considérés comme étant les plus « honnêtes », ce qui a été confirmé au cours des entretiens qualitatifs menés dans ces communautés.
- À **Béguédo** et **Tenkodogo** on remarque un fort scepticisme en ce qui concerne les ONG et les agences des Nations Unies (avec des taux de confiance autour de 30 % pour les ONG et de moins de 20 % pour les agences UN). Cette défiance vis-à-vis de ces acteurs a été confirmée lors des entretiens qualitatifs. Les activités de l'OIM et des ONG avec lesquelles elle collabore sont parfois perçues comme des tentatives d'empêcher les jeunes de partir en migration. Cela est d'autant plus le cas pour les migrants de retour qui expriment une défiance encore plus grande que les non-migrants envers cette catégorie d'acteurs (-7 points).

Dans cette perspective, il est important d'orienter la communication sur la collaboration, le développement, les opportunités, l'information, les droits et responsabilités individuelles, la capacité de choix, davantage que sur le « changement comportemental » (*behavioural change*) jouant sur les peurs, la *dissuasion*, l'interdiction et les représentations négatives. Enfin, l'analyse des comportements individuels à l'égard des médias (perception, accès, usages, etc.) ne laisse pas entrevoir une grande différence entre les cinq communautés interrogées au-delà des attentes générales (comme le fait que les jeunes vivants dans des zones métropolitaines utilisent plus souvent les

nouveaux médias). En revanche, le genre est une variable pertinente, avec des écarts significatifs à noter : les femmes privilégient la famille en tant que médium d'information (+10 points à 47 % contre 37 % pour les hommes), tandis que les hommes favorisent des réseaux plus informels et ainsi que les réseaux sociaux et nouveaux médias tels que Facebook (+23 points à 39 % contre 16 % pour les femmes) ou Viber (+13 points à 16 % contre 3 %). Les journaux, mais aussi Instagram ou Twitter ne sont généralement pas utilisés par les jeunes interrogés. L'analyse de l'utilisation des moyens de communication montre qu'à l'exception de WhatsApp et Facebook, les médias traditionnels (radio, TV) et les réseaux traditionnels (famille, amis) constituent les plateformes préférées d'information.

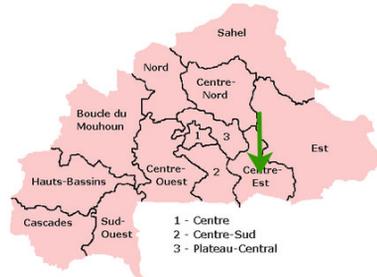
# Tenkodogo

Province du Boulgou  
Région du Centre-Est

Population :  
44 491

Type :  
Commune  
urbaine

Langues principales :  
Bissa, mooré, français



Tenkodogo est le chef-lieu de la région du Centre-Est. La proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté s'élève à 36,1 %. Tenkodogo avec une population de 31 % de jeunes (15-34 ans) jouit d'un dynamisme économique favorisé par le trafic commercial en provenance de Togo. Les secteurs économiques principaux sont le commerce et l'artisanat, la mécanique et la vente de pièces détachées pour les véhicules en transit, la construction et la soudure, puis la restauration. Selon les répondants, l'agriculture est dominée par la production de maïs, de l'arachide, du coton et le maraîchage. L'élevage a également une place importante. Malgré l'amélioration des infrastructures de ces dernières années, Tenkodogo avec sa région reste une des principales zones d'émigration au Burkina Faso.



## CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTÉ

### Impact de la migration sur le développement économique

- L'investissement des migrants dans les domaines économiques (construction de bâtiment, boutiques et hôtels, etc.) crée des emplois dans la communauté.
- La migration est perçue comme un « mal nécessaire » pour réussir dans la vie. Même avec des études ou un contrat de travail en cours, les jeunes choisissent la migration, ce qui a créé une frustration chez certains employeurs.
- L'émigration a pour conséquence le départ de bras valides, ce qui – en conjonction avec la pauvreté du sol et la rareté des pluies – a un impact négatif sur la production agricole et la sécurité alimentaire.

« Si tu es burkinabé et si tu veux gagner l'argent, il faut que tu mettes dans ta tête que tu vas sortir pour l'aventure. »

*Migrants de retour, Tenkodogo*

### L'impact de la migration sur la cohésion sociale

« On assiste à un chaos social, car la migration des hommes a porté un coup terrible à la cohésion de la famille, à l'éducation des enfants, au respect des mœurs. »

*Membre de l'administration locale, Tenkodogo*

« Les femmes deviennent les seules responsables à la maison pour des années. Souvent, la belle famille les accuse de ne pas partager les fonds envoyés par le mari ou elles sont soupçonnées d'être infidèles. Quand le mari rentre, les femmes se trouvent souvent répudiées – après toutes ces années d'attente ! »

*Membre d'association Pag-La-Yiri*

« Les migrants de retour doivent se battre doublement pour leur réintégration. Se battre pour se réintégrer dans leur famille, pour gagner l'estime des leurs ; se battre pour réintégrer leur communauté. J'irai même jusqu'à dire qu'ils doivent se battre pour "se réintégrer en eux-mêmes" d'abord. Ils développent d'autres attitudes et comportements qui font qu'ils sont incompris par leur milieu ou du reste, c'est leur milieu d'origine qui ne les comprend plus. »

*Commissaire de la police, Tenkodogo*

## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec  
**UN EMPLOI RÉMUNÉRÉ ou  
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE  
REVENUS**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**37 % 53 %**

### DOMAINES D'ACTIVITÉ CLÉS :

1. Petit commerce
2. Import/Export
3. Agriculture
4. Élevage

### SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	Tenkodogo	Moyenne de l'échantillon
Éducation	+13	49 %
Papiers d'identité	+12	43 %
Logement	+5	34 %
Accès aux soins	+1	52 %
Eau potable	0	33 %
Justice et police	+20	39 %

% des répondants  
**EN RECHERCHE D'EMPLOI**  
**21 %**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**18 %**

% de répondants qui sont  
**INTÉRESSÉS POUR MONTER  
LEUR PROPRE ENTREPRISE**  
**74 %**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**83 %**

### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque de connexions personnelles

% de répondants qui  
**PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT**  
**38 %**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**40 %**

% de répondants qui ont  
**LE BAC OU AU-  
DESSUS**  
**18 %**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**13 %**

% de répondants qui ont  
**ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU D'UN  
ACCIDENT L'ANNÉE  
DERNIÈRE**  
**67 %**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**64 %**

% de répondants qui ont  
**DÛ RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**31 % 35 %**

% de répondants qui ont  
**QUITTÉ L'ÉCOLE AVANT  
LA FIN**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**21 % 39 %**

% de répondants  
**QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**56 % 63 %**

% de répondants qui  
**ONT UN RÉSEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**28 % 25 %**

% de répondants qui  
**VEULENT ACCÉDER À DES  
SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**1 % 19 %**

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NÉS DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTÉ

**24 %**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**38 %**

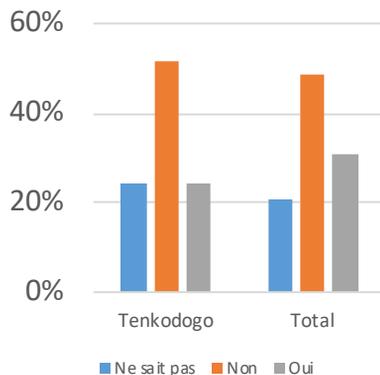
% de répondants  
QUI REÇOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ÉTRANGER

**24 %**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**14 %**

% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS À  
L'ÉTRANGER

**87 %**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**75 %**

## DÉSIR DE QUITTER LA COMMUNAUTÉ



## RAISONS PRINCIPALES D'ÊTRE PARTI

1. Opportunités économiques
2. Réunification avec la famille
3. Opportunités pour l'éducation

« Avant de partir, j'avais une boutique. Quand tu n'es pas marié, l'argent ne peut pas rester, tout le monde veut manger. Je suis allé au Togo, mais je n'ai pas trouvé de travail. Je suis allé au Bénin pour un an, mais je n'ai pas gagné d'argent. Ensuite, je suis allé au Nigeria. C'était dur sur la route. On a dormi dans le parking, dans les voitures abandonnées. J'ai appris l'anglais et pendant deux ans, j'ai travaillé comme cordonnier. J'ai fait des économies, j'ai eu 350 000 FCFA. Mais quand je suis allé au Cameroun, j'ai tout perdu. Je n'ai pas eu de papiers, et la police m'a attrapé et mis en prison. Ils ont pris tout mon argent. C'est le consulat qui nous a rapatriés. Je suis arrivé à Tenkodogo avec rien. Ma maison n'existe plus. Avec ma famille, ce n'était pas facile. Aujourd'hui, je vis avec ma femme et mes deux filles. Quand tu as des enfants, tu ne peux plus partir, tu ne peux pas laisser ta femme seule. Mais je suis fatigué. Je ne peux rien faire. J'aimerais reprendre la cordonnerie. Je fais des chaussures et de beaux sacs pour femme. Seulement, il me manque la machine. Si j'avais une machine, je recommencerais tout de suite. »

*Migrant de retour (39 ans), Tenkodogo*

# RÉINTÉGRATION DURABLE : CONTRAINTE ET OPPORTUNITÉS

## DIMENSION ÉCONOMIQUE

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**43 %**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**32 %**

« En ce qui concerne les migrants, la majorité n'a pas de diplôme. Souvent, ils sont moins qualifiés ou ne le sont pas du tout. Les migrants de retour vivent les mêmes réalités. Sauf que du fait de l'aventure, certains ont réussi à apprendre des métiers qu'ils essayent de pratiquer à Tenkodogo ou dans les localités voisines. »

*Membre de l'Action sociale,  
Tenkodogo*

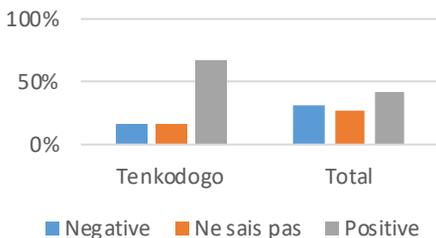
### OPPORTUNITÉS :

- Proximité d'une zone frontalière et dynamisme économique
- Opportunités dans les secteurs liés au transit de véhicules vers le Togo et dans le commerce
- Potentiel dans l'agriculture (BAGREPOLE), le maraîchage et la transformation de produit agricole

### CONTRAINTE :

- Agriculture et élevage traditionnel en déclin
- Manque d'unités de transformation
- Insuffisance de centres de formation
- Manque de capacité des autorités pour s'occuper des jeunes (manque de ressources financières)

Perception des migrants de retour dans la communauté



## DIMENSION SOCIALE

### OPPORTUNITÉS :

- Tissu associatif développé

### CONTRAINTE :

- Faiblesse de la qualité des services de base (accès à la santé, l'assainissement, l'électricité, l'éducation et la formation)
- Manque d'activités culturelles pour les jeunes

% de répondants qui ont  
ACCÈS À DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**9 %**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**34 %**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINÉS

**43 %**  
Moyenne de  
l'échantillon :  
**28 %**

## DIMENSION PSYCHOSOCIALE

### OPPORTUNITÉS :

- Présence d'un centre d'accueil avec soutien psychosocial (OCADES)

### CONTRAINTE :

- Absence d'association de migrants de retour
- Marginalisation de migrants de retour en échec

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

## LES ACTEURS CLÉS DE LA COMMUNAUTÉ :

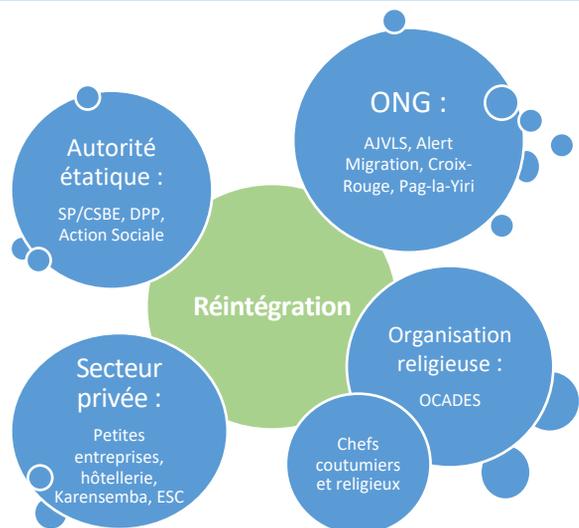
**Autorités locales et étatiques :** La mairie n'intervient pas directement auprès des migrants de retour en vue de leur réintégration. L'Action sociale (AS), un des acteurs le plus pertinents dans le domaine, manque de capacités financières, ce qui a poussé plusieurs agents de l'AS à s'engager à travers les ONG.

**ONG :** Plusieurs ONG sont actives dans le domaine de la migration et la réintégration de migrants de retour, notamment **Alert Migration**, l'**association Jeunesse volontaire** pour la promotion du leadership, la santé et le développement (AJVLS), le **Croix-Rouge** burkinabée et l'association **Pag-la-Yiri** qui intervient en zone rurale.

**Organisations et chefs religieux :** Les chefs religieux sont considérés comme des leaders d'opinion et peuvent être impliqués dans la sensibilisation. L'organisation catholique **OCADES** dispose d'un centre d'accueil pour des personnes en détresse psychologique et d'un centre d'apprentissage rapide des métiers axé sur les jeunes.

**Chefs traditionnels :** Ils sont des leaders d'opinion et peuvent être impliqués dans la sensibilisation lorsqu'il n'y a pas de conflits autour de la chefferie.

**Employeurs :** Généralement, les migrants de retour sont considérés comme ayant plus d'initiatives que les non-migrants par les employeurs. Les plus grands employeurs dans la ville sont les hôtels, le BTP et les ateliers de soudure (ESC, Karensamba).



## PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT POUR LES PARTIES

### PRENANTES :

- Prise en charge psychosociale des migrants de retour et leurs familles
- Créer des Activités génératrices de revenus (AGR)
- Appui financier à l'AS

# RECOMMANDATIONS

## INTERVENTIONS

### POTENTIELLES :

#### Création des AGR

- Faire un **diagnostic des secteurs porteurs**, cibler la volonté des jeunes et leur engouement pour les secteurs d'activité et développer des créneaux d'emploi pour ces jeunes (en collaboration avec l'ANPE et PEJDC). Surtout **créer les synergies avec le projet JEM de l'OIM**. Tout ceci dans le cadre d'un développement global et durable qui prend en compte à la fois migrant et non-migrant.
- **Collaborer avec les ateliers de formation rapide** pour l'apprentissage des petits métiers tels que la mécanique, la menuiserie, la soudure et doter ses apprenants en petits matériels pour faciliter leur première installation.
- Élargir l'offre de formation en gestion pour ceux qui ont déjà appris un métier.
- Offrir un **appui à la mise en place de Groupement d'intérêt économique (GIE)** et d'un « groupe solidaire » qui réunisse les différents métiers.
- Inclure la jeunesse paysanne et le large nombre de ARVR qui rentrent à Tenkodogo et les environs, en créant une **ferme collective** (élevage, maraichage, pisciculture) développant la transformation des produits et un circuit de marché pour pallier les problèmes de mévente, en collaboration avec les groupes solidaires des différentes communes.

#### Accompagnement social

- Développer des mécanismes de suivi pour établir des relations de confiance avec les migrants de retour, leur fournir des informations sur les services et opportunités, et un appui au planning de l'avenir proche afin qu'ils ne se sentent pas abandonnés.
- Accompagner les bénéficiaires/constitution d'un groupement reconnu, qui peut prendre en charge l'accueil et le suivi de nouveaux arrivants.

#### Appui psychosocial

- Développer un partenariat avec les structures qui ont un centre psychosocial comme **OCADES** pour une prise en charge psychologique complète et systématique des migrants de retour.
- Collaborer avec un relais communautaire comme Pag-la-Yiri pour la **sensibilisation des familles des bénéficiaires**, notamment sur les attentes et la déception au sein de la famille, qui constituent un facteur de stress supplémentaire pour les migrants de retour.

#### Communication pour le développement (C4D)

- « La migration (de retour) nous concerne tous »  
Dialoguer sur les avantages et inconvénients de la migration.
- « Nous avons besoin de nos jeunes »  
Le départ de jeunes peut avoir des conséquences néfastes sur la communauté.
- « L'avenir c'est ici », « Réussir ici »  
Le progrès socio-économique, l'influence de nouvelles idées et la création de nouveaux métiers font partie du potentiel économique local.

## OBJECTIFS :

**RÉPONDRE AUX PRINCIPAUX DÉFIS DE LA COMMUNAUTÉ**

**CRÉER DES EMPLOIS**

**FAVORISER LA RÉINTÉGRATION DURABLE**

**SENSIBILISER LA COMMUNAUTÉ**

### Le défi de la communication :

« La difficulté est de garder le contact avec les bénéficiaires. Ils sont souvent méfiants. Ils disent que nous sommes comme les autres ; que nous voulons les empêcher de partir. »

*Membre d'Alert Migration, Tenkodogo*

La plupart des bénéficiaires rentrent dans les villages dispersés autour de Tenkodogo, où ils sont souvent coupés de l'information, du suivi et du contact avec d'autres bénéficiaires. Pour offrir un véritable appui à la réintégration, il est nécessaire d'établir des relations de confiance continues avec ces jeunes par des visites régulières d'un agent de travail social ou un système de parrainage bénévole.

## TENKODOGO – recommandations spécifiques

Malgré l'amélioration des infrastructures de ces dernières années, Tenkodogo avec sa région reste une des principales zones d'émigration au Burkina Faso. La migration en majorité interne et régionale. L'investissement des migrants dans les domaines économiques (construction de bâtiments, boutiques et hôtels, soudure, pièces détachées pour véhicules en transit sur la route du Togo, etc.) crée des emplois dans la communauté. Les chaînes de valeur sont surtout agricoles. La migration est perçue comme un « mal nécessaire » pour réussir dans la vie, même si les employeurs locaux se plaignent de l'absence de bras qualifiés — tous partis — sur le marché du travail local.

« Les femmes deviennent les seules responsables à la maison pour des années. Souvent la belle-famille les accuse de ne pas partager les fonds envoyés par le mari ou elles sont soupçonnées d'être infidèles. Quand le mari rentre, les femmes se trouvent souvent répudiées — après toutes ces années d'attente »

Tableau 7 : Interventions indicatives en vue de la réintégration des migrants de retour à Tenkodogo (les partenaires structurels et thématiques sont identifiés dans la section 4)

TENKODOGO	Défis	Interventions prioritaires possibles
Dimension économique	Agriculture et élevage traditionnel en déclin Manque d'unités de transformation Insuffisance de centres de formation	<p>Privilégier les chaînes de valeur de l'<b>apiculture</b> et des <b>petits ruminants</b>, en raison des meilleures garanties d'intégration économique, sociale, psychosociale et sociétale qu'elles présentent ainsi que de leur moindre impact environnemental et meilleure équité sociale. À l'inverse, les filières du sorgho, mil, maïs, et de l'élevage bovin, semblent moins prometteuses ; à un degré moindre, le coton, sous réserve de partenariats techniques et d'innovations, apparaît moins prioritaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser la production et la transformation avec labels de qualité (environnementaux et sociaux) ;</li> <li>• Valoriser l'attrait des filières auprès des jeunes en insistant sur la diversification des rôles et compétences ;</li> <li>• Développer des créneaux d'emplois pour les jeunes (en collaboration avec l'ANPE et PEJDC).</li> <li>• Créer les synergies avec le projet JEM de l'OIM. Tout ceci dans le cadre d'un développement global et durable qui prend en compte à la fois migrants et non migrants.</li> </ul> <p>Capitaliser sur les initiatives publiques et privées en gestation pour en accélérer le développement et en faciliter la mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inclure la jeunesse paysanne et le large nombre de ARVR qui rentre à Tenkodogo et les environs, en créant une <b>ferme collective</b> (élevage, maraichage, pisciculture), développant la transformation des produits et un circuit de marché pour pallier les problèmes de mévente, en collaboration avec les groupes solidaires des différentes communes.</li> <li>• Offrir un <b>appui à la mise en place de Groupement d'Intérêt Economique</b> (GIE) et d'un « groupe solidaire » qui réunisse les différents métiers.</li> <li>• Sensibiliser les institutions de microfinance et de crédit à l'importance d'ouvrir des succursales à proximité des zones d'installation de zones de retour identifiées.</li> <li>• Plaidoyer auprès des autorités locales en faveur d'embauches mixtes de migrants de retour et de non-migrants parmi les entreprises qui remportent des appels d'offres publics.</li> </ul> <p>Déployer différents modules de formation à l'entrepreneuriat dans l'agroalimentaire et aux chaînes de valeur pour différents groupes cibles (migrants de retour, non-migrants, femmes abandonnées) en coopération avec des institutions locales et des experts en formation à l'économie du développement (RONGEAD, GRET, etc.) Il est par ailleurs conseillé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déployer des formations à l'entrepreneuriat sur les techniques de production modernes en coopération avec les institutions locales.</li> <li>• Lancer des programmes d'apprentissage et stages avec certains acteurs du secteur privé ;</li> </ul>

TENKODOGO	Défis	Interventions prioritaires possibles
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dispenser une formation sur les techniques de production agricole ;</li> <li>• Offrir des cours de français (niveaux basique et avancé) en coopération avec les institutions locales ;</li> <li>• Collaborer avec les ateliers de formation rapide pour l'apprentissage des petits métiers tels que la mécanique, la menuiserie, la soudure et doter ses apprenants en petits matériels pour faciliter leur première installation.</li> </ul> <p>Favoriser l'entrepreneuriat chez les migrants de retour (en collaboration avec les non-migrants autant que possible), via des subventions et des supports techniques (voir l'approche « entrepreneuriale dans le rapport) en favorisant les initiatives dont les retombées seront en particulier sensibles dans les domaines suivants : 1) en grande priorité, <b>l'eau, formation et cohésion sociale</b> ; 2) en second lieu, <b>l'énergie, l'éducation, le financement, la santé, le psychosocial, les infrastructures</b>.</p>
Dimension sociale	Tensions liées au retour des migrants, abandon des femmes	<p>Développer des mécanismes de suivi pour établir des relations de confiance avec les migrants de retour, leur fournir des informations sur les services et opportunités, et un appui au planning de l'avenir proche afin qu'ils se ne sentent pas abandonnés.</p> <p>Créer des fora de dialogue pour apaiser les tensions et renforcer la cohésion sociale.</p> <p>Créer des espaces et aires de sociabilité exclusifs pour les jeunes et les femmes — par le sport, le jeu, les échanges culturels et artistiques — sans que les adultes (ou les hommes) n'aient de capacité de contrôle sur ces périmètres.</p> <p>Accompagner les bénéficiaires/constitution d'un groupement reconnu, qui peut prendre en charge l'accueil et le suivi de nouveaux arrivants.</p>
Dimension psychosociale	Méconnaissance et stigmatisation des services psychosociaux	<p>Développer un partenariat avec les structures qui ont un centre psychosocial comme <b>OCADES</b> pour une prise en charge psychologique complète et systématique des migrants de retour.</p> <p>Collaborer avec un relai communautaire comme Pag-la-Yiri pour la <b>sensibilisation des familles des bénéficiaires</b>, notamment sur les attentes et la déception au sein de la famille, qui constituent un facteur de stress supplémentaire pour les migrants de retour.</p> <p>Soutien spécifique aux femmes des migrants masculins, abandonnées et seules, qui sont les triples victimes du phénomène migratoire (restées seules, stigmatisées socialement et souvent abandonnées au retour).</p>
Communication pour le développement	La migration est encore naturelle et ritualisée. La Libye est toutefois perçue comme	<p>Campagnes de sensibilisation et de plaidoyer auprès de la population locale, de la police, des employeurs et des institutions</p> <p>Fournir des informations sur les procédures administratives et les opportunités de marché</p> <p>Lancer une campagne pour informer les migrants de retour des services pertinents (formations, placement, etc.) à leur disposition</p> <p>Campagnes de sensibilisation et d'information ciblant les employeurs et le grand public sur les capacités des migrants et leur possible contribution positive au bien-être de la communauté.</p> <p>Campagne pour informer les migrants de retour comme les non-migrants sur les procédures administratives et les services disponibles pour une migration régulière selon des canaux formels (échanges d'études, formations, etc.).</p>

# Béguédo

Province de Boulgou

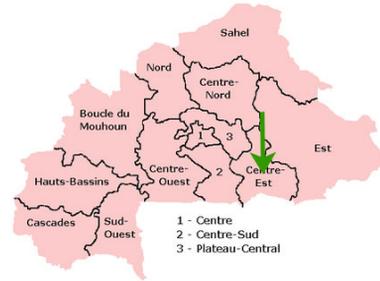
Région Centre-Est

Population :  
27 427  
(2009)

Type :  
Commune rurale

Langues principales :

Bissa, mooré, français



Béguédo est le chef-lieu de la commune de Béguédo. Les jeunes de 15-34 ans représentent 32 % de la population. Béguédo est connue pour sa tradition de migration vers l'Europe (notamment l'Italie) et un niveau élevé de rapatriements de fonds, ce qui a donné à la commune le nom de « Little Italy ». Les principaux secteurs économiques sont le commerce, le maraîchage et les petits métiers (maçonnerie, couture, soudure, etc.). Cependant, l'état des routes secondaires, la faiblesse relative des pluies et la faible couverture électrique sont des contraintes majeures pour le développement de la commune. Le taux de chômage à Béguédo est estimé à 40 %. Béguédo souffre actuellement de tensions politiques.



## CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTÉ

### « Little Italy »

La migration agricole légale vers l'Italie (champs et usines de tomates) a commencé dans les années 1990 et s'effectue en réseau familial solidaire. Toute la famille cotise pour le départ d'un fils qui, une fois installé en Italie, facilite l'accueil d'un nouveau membre. En 2005, les « Italiens » de Béguédo comptaient environ 3 000 personnes, qui rapatriaient chacune près de 2 millions FCFA en moyenne par an. La diminution en besoin de main-d'œuvre dans les usines italiennes et les opportunités de migration légale poussent de plus en plus les jeunes vers le chemin de la migration clandestine.

« Il y a dix ans, voire plus, avec les départs en Italie, le village était bien, les habitants gagnaient de l'argent grâce aux retours et aux investissements des migrants. Maintenant ça ne va plus. Ceux qui vont en Libye et autres reviennent avec plus de problèmes que de solutions. »

Participant de focus groupe, Béguédo

« On regarde l'Italie comme le paradis, même si les champs et les usines sont devenus compliqués. Avant, on attendait cinq ans pour y aller, mais le contexte a changé et il faut attendre plus longtemps. Ceux qui sont impatients se mettent à l'aventure et prennent la route. »

Membre de l'association Pag-la-Yiri

### Le conflit politique à Béguédo

En 2014, quatre nouveaux villages (Diarra-Peulh, Gnitala, Tombeyao, Kiéflé) étaient créés dans la commune de Béguédo, ce qui a entraîné un réajustement des listes électorales, provoquant des tensions et des violences pendant les élections en 2016 et 2017.

« On ne s'entend pas trop à Béguédo. Les femmes sont divisées, les hommes également. »

Femme, 30 ans, Béguédo

« Depuis les dix dernières années, il y a eu un basculement, car la politique a divisé cette communauté en deux grands groupes. Et cette division se fait ressentir même durant les festivités (mariage, baptêmes...). »

Imam de Béguédo

« C'est la politique qui nous a divisés. Avant, Béguédo n'était pas comme cela. On s'entendait parfaitement. Il n'y a pas de chefs à Béguédo actuellement, celui qui se hasarde à briguer la chefferie, mourra... »

Participant de focus groupe, Béguédo

## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec  
UN EMPLOI RÉMUNÉRÉ ou  
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE  
REVENUS

**54 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**53 %**

DOMAINES D'ACTIVITÉ CLÉS :

1. Petit commerce
2. Import/Export
3. Couture
4. Coiffure

SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	Béguédo	Moyenne de l'échantillon
Éducation	+24	49 %
Papiers d'identité	+10	43 %
Logement	+7	34 %
Accès aux soins	+18	52 %
Eau potable	-7	33 %
Justice et Police	+18	39 %

% des répondants  
EN RECHERCHE D'EMPLOI

**20 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**18 %**

% des répondants qui sont  
INTÉRESSÉS DE MONTER  
LEUR PROPRE ENTREPRISE

**72 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**83 %**

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR  
MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque de connexions personnelles

% des répondants qui  
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

**23 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**40 %**

% des répondants qui ont  
LE BAC OU AU-  
DESSUS

**1 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**13 %**

% des répondants qui ont  
ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU D'UN  
ACCIDENT L'ANNÉE  
DERNIÈRE

**64 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**64 %**

% des répondants qui ont  
DÛ RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS

**42 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**35 %**

% des répondants qui ont  
QUITTÉ L'ÉCOLE AVANT  
LA FIN

**35 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**39 %**

% des répondants  
QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS PROCHES

**71 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**63 %**

% des répondants qui  
ONT UN RÉSEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER

**27 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**25 %**

% des répondants qui  
VEULENT ACCÉDER A  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES

**2 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**19 %**

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NÉS DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTÉ

**27 %** Moyenne de l'échantillon : **38 %**

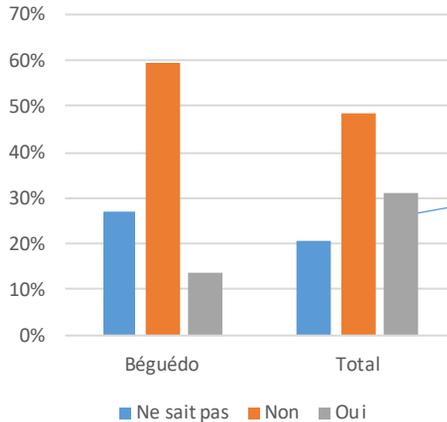
% de répondants  
QUI REÇOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ÉTRANGER

**27 %** Moyenne de l'échantillon : **14 %**

% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS À  
L'ÉTRANGER

**77 %** Moyenne de l'échantillon : **75 %**

## DÉSIR DE QUITTER LA COMMUNAUTÉ



« Nous n'avons aucun choix, le village n'offre pas d'opportunité d'emploi décent. Si tu n'as pas un métier qui puisse te sortir de la précarité, tu es obligé d'emprunter ce chemin que nous savons tous dangereux. »

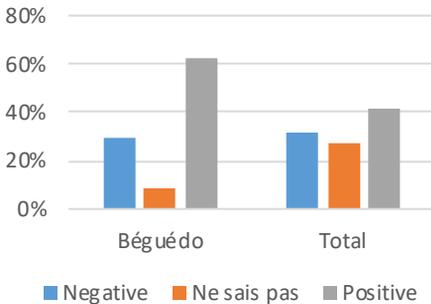
*Migrant de retour (Libye), Béguedo*

« C'est la volonté de réussir comme les autres qui a pu changer la vie de leur famille. Chez nous, c'est la concurrence, il faut toujours faire mieux que l'autre, à défaut faire comme lui. C'est par la volonté de prendre en charge nos parents que nous nous adonnons à cette mendicité.. »

*Migrant de retour (Libye), Béguedo*

# RÉINTÉGRATION DURABLE : CONTRAINTE ET OPPORTUNITÉS

Perception des migrants de retour dans la communauté



## DIMENSION ÉCONOMIQUE

### OPPORTUNITÉS :

- Expertise des migrants de retour d'Italie en transformation de la tomate

### CONTRAINTE :

- Faible disponibilité de terres cultivables (contraintes foncières)
- Sols cultivables très arides et irrégularité des pluies
- Tensions à cause du barrage à Bagré (manque de l'eau)
- Absence de grandes entreprises
- Mauvais état des routes secondaires

## DIMENSION SOCIALE

### OPPORTUNITÉS :

- Présence d'associations de migrants (ARBI - Association des ressortissants du Boulgou en Italie)

### CONTRAINTE :

- Conflits communautaires

## DIMENSION PSYCHOSOCIALE

### OPPORTUNITÉS :

- Connaissance considérable des acteurs sur les problématiques psychosociales du départ et du retour

### CONTRAINTE :

- Insuffisance d'acteurs formés en questions psychosociales
- Stigmatisation des migrants de retour de Libye et perceptions relativement négatives

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**21 %** Moyenne de l'échantillon : **32 %**

% de répondants qui ont  
ACCÈS À DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**18 %** Moyenne de l'échantillon : **34 %**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINÉS

**32 %** Moyenne de l'échantillon : **24 %**

« Concernant la discrimination, ce sont surtout les migrants de retours qui n'ont rien apporté ainsi que leur femme, ou des femmes qui ont été presque abandonnées par leurs maris (5 à 10 ans sans nouvelles ou avec nouvelles, mais qui ne s'occupent pas de ces dernières). Ces personnes de retour ont du mal à s'intégrer, et le problème foncier rend difficile l'accès à une terre cultivable. Ils vivent avec des complexes, car victimes de préjugés. »  
*Membre de la mairie, Béguedo*

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

## LES ACTEURS CLÉS DE LA COMMUNAUTÉ :

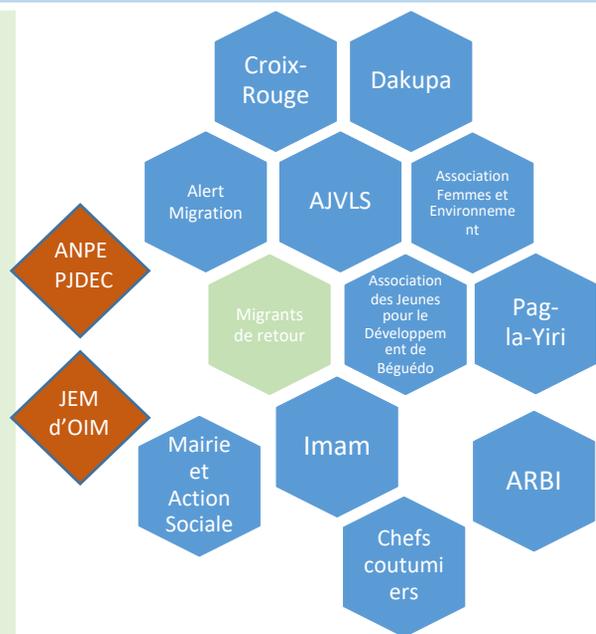
**Autorités locales et étatiques :** La mairie n'intervient pas directement auprès des migrants de retour en vue de leur réintégration. L'Action sociale (AS), un des acteurs le plus pertinents dans le domaine, manque de capacités financières.

**Chefs religieux et coutumiers :** La particularité de cette communauté est que l'autorité religieuse (en l'occurrence l'imam) est plus écoutée par la population que l'autorité coutumière. L'imam et la chefferie sont considérés comme des leaders d'opinion neutres et peuvent être impliqués dans la sensibilisation.

**ONG :** Plusieurs ONG sont actives dans le domaine de la migration et la réintégration de migrants de retour, notamment Alert Migration, l'association Jeunesse volontaire pour la promotion du leadership, la santé et le développement (AJVLS), la Croix-Rouge burkinabée, l'association des Jeunes pour le développement de Béguédo, l'association Femmes et Environnement, Dakupa (santé) et l'association Pag-la-Yiri qui intervient dans la zone rurale.

**L'Association de Ressortissants de Béguédo en Italie (ARBI),** qui contribue massivement au développement de Béguédo, est d'un intérêt spécial. Entre autres, ARBI a financé la construction de la maternité, le collège d'enseignement général, 4 ambulances au Centre de santé et a fait un don de 5 millions FCFA pour la réfection de la piste Béguédo-Fingla.

**Employeurs :** Il n'existe pas de grands employeurs à Béguédo. Cependant, des femmes commerçantes sont considérées comme leaders et modèles dans ce domaine. L'investissement de migrants dans la construction de bâtiments et dans l'ouverture des entreprises personnelles a souvent créé de l'emploi pour les jeunes.



# RECOMMANDATIONS

## INTERVENTIONS POTENTIELLES :

### Création des AGR

- Établir un **centre de formation/apprentissage rapide**, notamment pour la plomberie, l'électricité et la mécanique, où il y a un manque de main-d'œuvre locale, ainsi que la maçonnerie, la couture et la soudure.
- Collaborer avec des entreprises privées** pour un projet apprentissage en échange du financement pour la formation qui correspond aux besoins de l'entreprise.
- Offrir une formation en gestion pour ceux qui ont déjà appris un métier, qui sont intéressés par le commerce, le maraîchage et la transformation des produits. Offrir un soutien à l'accès au foncier.
- Appui à la mise en place de Groupement d'intérêt économique (GIE) et d'un « groupe solidaire ».**
- Renforcer des capacités pour une meilleure appropriation des techniques d'élevage.

### Accompagnement social

- Développer des mécanismes de suivi pour établir des relations de confiance avec les migrants de retour, leur fournir des informations sur les services et opportunités, et un appui au planning de l'avenir proche afin qu'ils ne se sentent pas abandonnés.
- Accompagner les bénéficiaires/constitution d'un groupement reconnu, qui peut prendre en charge l'accueil et le suivi de nouveaux arrivants.

### Appui psychologique

- Développer un partenariat avec les structures de santé pour une prise en charge psychologique complète des migrants de retour dont l'état mental est jugé sévère. Former des agents de la santé en psychologie.
- Accompagner les bénéficiaires/constitution d'un groupement reconnu, qui peut prendre en charge l'accueil et le suivi de nouveaux arrivants.
- Collaborer avec un relais communautaire comme Pag-la-Yiri pour la sensibilisation des familles avant le retour des bénéficiaires.

### Communication pour le Développement (C4D)

- « **Le retour en dignité** »  
Le retour volontaire et/ou forcé n'est pas une honte ni une faiblesse.
- « **La migration (de retour) nous concerne tous** »  
Dialoguer sur les avantages et inconvénients de la migration.
- « **Nous avons besoin de nos jeunes** »  
Le départ des jeunes a des conséquences néfastes sur la communauté, la sécurité alimentaire et la cohésion familiale.

## OBJECTIFS :

**RÉPONDRE AUX PRINCIPAUX DÉFIS DE LA COMMUNAUTÉ**

**CRÉER DES EMPLOIS**

**FAVORISER RÉINTÉGRATION DURABLE**

**SENSIBILISER LA COMMUNAUTÉ**

### Le défi de la réintégration

« Les jeunes ne savent pas quoi faire. Ils se sentent inutiles. Ils se mettent à l'orpillage, à l'alcool frelaté. C'est l'abandon. »

*Membre de Pag-la-Yiri*

« Les migrants de retour souffrent de la mauvaise relation avec les leurs, de la pauvreté économique et de la pauvreté sociale, car souvent, ils n'ont pas d'amis et même leur propre famille les abandonne vu qu'ils sont retournés pauvres. Il y a des divorces dans les ménages, car souvent le migrant de retour est atteint mentalement ou est aigri et complexé, comme si c'était les autres qui étaient à la base de son échec. Il devient un poids social pour sa propre famille et la communauté. »

*Agent de la mairie, Béguédo*

## BÉGUÉDO – recommandations

Béguédo est connue pour sa tradition de migration vers l'Europe (notamment l'Italie) et un niveau élevé de rapatriements de fonds, ce qui a donné à la commune le nom de « Little Italy ». Les principaux secteurs économiques sont le commerce, le maraîchage et les petits métiers (maçonnerie, couture, soudure, etc.). Cependant, l'état des routes secondaires, la faiblesse relative des pluies et la faible couverture électrique sont des contraintes majeures pour le développement de la commune. Le taux de chômage à Béguédo est estimé à 40 %. Béguédo souffre actuellement de tensions politiques, suite au réajustement des listes électorales pour les élections en 2016 et 2017.

« Il y a dix ans et même plus, avec les départs en Italie, le village était bien, les habitants gagnaient de l'argent avec le retour et les investissements des migrants. Maintenant ça ne va plus. Ceux qui vont en Libye et autres reviennent avec plus de problèmes que de solutions »

*Participant de groupe de discussion, Béguédo*

Tableau 8 : Interventions indicatives en vue de la réintégration des migrants de retour à Béguédo (les partenaires structurels et thématiques sont identifiés dans la section 4)

BÉGUÉDO	Défis	Interventions prioritaires possibles
Dimension économique	<p>Faible disponibilité de terres cultivables (contraintes foncières), ce qui crée des conflits communautaires.</p> <p>Faiblesse des services et infrastructures.</p> <p>Béguédo est connue pour sa tradition de migration vers l'Europe (Italie plus particulièrement) et un niveau élevé de renvoi de fonds, ce qui a donné à la commune le nom de « Little Italy ».</p>	<p>Privilégier les chaînes de valeur de l'<b>apiculture</b>, du <b>niébé</b>, en raison des meilleures garanties d'intégration économique, sociale, psychosociale et sociétale qu'elles présentent ainsi que de leur moindre impact environnemental et meilleure équité sociale. À un degré moindre, les filières du riz premium et de l'oignon (traditionnel à Béguédo, mais soumis à des aléas climatiques et économiques considérables tout en étant peu attractif pour la population 15-34 ans) semblent moins prometteuses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancer une <b>coopération avec des instituts de recherche</b> pour introduire des variétés à haut rendement et former des associations locales à les distribuer et à les reproduire. Parmi les chaînes de valeur non privilégiées, il est par ailleurs possible de renforcer les capacités pour une meilleure appropriation des techniques innovantes d'élevage.</li> <li>• Offrir un soutien à l'accès au foncier en assurant la liaison avec les autorités locales (plaidoyer) pour <b>distribuer les terres arables de manière égale</b> et encourager la création de comités locaux avec les autorités pour améliorer l'accès aux terres arables ;</li> <li>• Favoriser la production et la transformation avec labels de qualité (environnementaux et sociaux) ;</li> <li>• Valoriser l'attrait des filières auprès des jeunes en insistant sur la diversification des rôles et compétences ;</li> <li>• Développer des créneaux d'emplois pour les jeunes (en collaboration avec l'ANPE et PEJDC) en incluant migrants et non-migrants ;</li> <li>• À terme, avec le PEJDC, mettre en place de Groupement d'Intérêt Economique (GIE) et d'un « groupe solidaire ».</li> </ul> <p>Établir un <b>centre de formation/apprentissage rapide</b>, notamment pour la plomberie, l'électricité et la mécanique, où il y a un manque de main-d'œuvre locale, ainsi que la maçonnerie, la couture et la soudure. Offrir une formation en gestion pour ceux qui ont déjà appris un métier, qui sont intéressés par le commerce, le maraîchage et la transformation des produits.</p> <p><b>Collaborer avec des entreprises privées</b> pour un projet apprentissage en échange du financement pour la formation qui correspond aux besoins de l'entreprise.</p> <p>Favoriser l'entrepreneuriat chez les migrants de retour (en collaboration avec les non-migrants autant que possible), via des subventions et des supports techniques (voir l'approche « entrepreneuriale dans le rapport) en favorisant les initiatives dont les retombées seront en particulier sensibles dans les domaines suivants : 1) en grande priorité, <b>l'eau, l'énergie, la cohésion sociale, et les infrastructures</b> ; 2) en second lieu, la <b>formation et le psychosocial</b>.</p>
Dimension sociale	<p>Le tissu associatif et communautaire reste sous-utilisé. Les activités</p>	<p>Développer des mécanismes de suivi pour établir des relations de confiance avec les migrants de retour, leur fournir des informations sur les services et opportunités, et un appui au planning de l'avenir proche afin qu'ils se ne sentent pas abandonnés.</p>

BÉGUÉDO	Défis	Interventions prioritaires possibles
	culturelles et sociales sont inexistantes.	<p>Créer des espaces et aires de sociabilité exclusifs pour les jeunes et les femmes — par le sport, le jeu, les échanges culturels et artistiques — sans que les adultes (ou les hommes) n'aient de capacité de contrôle sur ces périmètres.</p> <p>Accompagner les bénéficiaires/constitution d'un groupement reconnu, qui peut prendre en charge l'accueil et le suivi de nouveaux arrivants. La création de partenariats (financement et formation) avec l'Action Sociale, présente et reconnue à Béguédo, mais sans ressources doit être envisagée.</p> <p>Développer les relations et les échanges culturels entre Italiens d'Europe et de Béguédo, afin de transformer les sentiments d'échec et la rupture accrue entre « Européens » et ceux restés au pays — via l'ARBI.</p>
Dimension psychosociale	Malgré la présence d'un centre OCADES, les migrants de retour se disent marginalisés.	<p>Développer un partenariat avec les structures de santé pour une prise en charge psychologique complète des migrants de retour dont l'état mental est jugé sévère. Former des agents de la santé en psychologie.</p> <p>Accompagner les bénéficiaires/constitution d'un groupement reconnu, via l'OCADES ou l'Action Sociale, pour prendre en charge l'accueil et le suivi de nouveaux arrivants.</p> <p>Collaborer avec un relai communautaire comme Pag-la-Yiri pour la sensibilisation des familles avant le retour des bénéficiaires.</p>
Communication pour le développement	Le phénomène de départ traditionnel des jeunes est de moins en moins perçu comme un rituel nécessaire et une opportunité.	<p>Lancer une campagne pour informer les migrants de retour des services pertinents (formations, placement, etc.) à leur disposition et sur les procédures administratives et les opportunités d'emploi disponibles.</p> <p>Campagnes de sensibilisation ciblant les employeurs et le grand public autour des dangers de la stigmatisation pour la cohésion sociale.</p> <p>Soutien aux réseaux existants (via l'ARBI ou une structure similaire) pour renforcer les canaux de communication et d'entraide, pour éviter l'isolement, le trafic, et renforcer la protection des migrants en route ou de retour.</p>

« En consultant les registres des appels reçus par les résidents, (dans l'un des multiples "télécentres" de Béguédo) on constate au fil de pages soigneusement tenues par la réceptionniste, Hawa Bandaogo, que les appels classés en colonne par pays proviennent de l'ensemble de la planète tandis que, de façon plus détaillée, les lignes, comportant pour chaque pays le nom de l'appelant et celui de l'appelé, fournissent des indications sur l'identité des appelants. On découvre alors qu'entre l'essor des migrations internationales vers l'Italie au milieu des années 1980 et la période la plus récente, les horizons de l'aventure se sont redéployés de par le monde (Hollande, Allemagne, États — Unis), tout en maintenant des circulations interafricaines (Côte d'Ivoire, Gabon, Afrique du Sud, Cameroun), avant de s'ouvrir plus récemment à l'Inde et à la Chine. »

Benoît Hazard (2010) Réinventer les ruralités, Cahiers d'études africaines

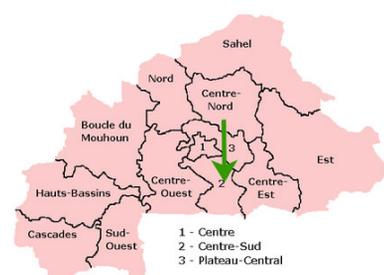
# Manga

Province du Zoundwéogo  
Région du Centre-Sud

Population :  
46 283 (2009)

Type :  
Commune  
urbaine

Langues principales :  
Mooré, bissa,  
gourounsi, français



Manga est le chef-lieu de la région du Centre-Sud. La frange jeune (0-34) représente 70 % de la population, tandis que les jeunes âgés 15-34 représentent 33 %. Bien que Manga soit située sur l'axe routier reliant Ouagadougou au Ghana et ait bénéficié d'importants investissements en infrastructure, la ville reste enclavée. Les activités économiques sont le commerce, l'agriculture, l'élevage, la transformation des produits forestiers non ligneux et le tissage traditionnel. La région du Centre-Sud fait souvent face à des inondations sévères et la pauvreté dans la région atteint 40,1 % de la population.



## CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTÉ

« Manga est pour le Burkina ce que le Burkina est pour le monde. »

Malgré les progrès effectués en matière de développement au cours des dernières années, Manga reste une des communes les plus pauvres du pays. L'accès aux services de base comme l'eau et l'électricité est faible. La nourriture et le logement sont insuffisants et chers et pendant la saison pluvieuse les routes deviennent impraticables. L'accès à l'emploi est difficile, notamment pour les jeunes, qui par conséquent optent pour la migration (interne, circulaire, vers le CEDEAO et l'Afrique du Nord, mais aussi vers l'Europe et les États-Unis). Cependant, les investissements des migrants restent faibles.

Peu d'activités sociales pour la jeunesse

L'insuffisance d'équipements et d'infrastructures sportives (foyers des jeunes, aires de jeux...) ainsi que la rareté des activités sociales ajoutent à la frustration des jeunes.

« Nous migrons pour la recherche du bien-être et l'amélioration de nos conditions de vie. Les migrants aident la famille s'ils réussissent et investissent. »

Femme (37 ans), Manga

« Les conditions économiques sont encore primaires. La production agriculture est faible et pendant la saison sèche les jeunes n'ont rien à faire ce qui les amène à migrer. 86 % de la population est pauvre ici. Les droits de l'homme ne sont pas tous respectés, car les jeunes sont sans emploi et il y a aussi l'exclusion sociale. »

Manga

Membre de ADIUR,

« Le naabasga est notre activité sociale, mais il a été abandonné aujourd'hui. Il n'y a plus d'activités sociales depuis 5 à 10 ans. »

Migrants de retour de Libye (36 ans),  
Manga

## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec  
UN EMPLOI RÉMUNÉRÉ ou  
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE  
REVENUS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**53 %** 53 %

DOMAINES D'ACTIVITÉ CLÉS :

1. Restauration/Hôtellerie
2. Petit commerce
3. Mécanicien
4. Éducation

% de répondants qui sont  
INTÉRESSÉS DE MONTER  
LEUR PROPRE ENTREPRISE

Moyenne de  
l'échantillon :  
**92 %** 83 %

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR  
MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque d'idées de business

% de répondants qui ont  
DÛ RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**42 %** 35 %

% de répondants qui ont  
QUITTE L'ÉCOLE AVANT  
LA FIN

Moyenne de  
l'échantillon :  
**37 %** 39 %

SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	Manga	Moyenne de l'échantillon
Éducation	-8	49 %
Papiers d'identité	+5	43 %
Logement	-6	34 %
Accès aux soins	-2	52 %
Eau potable	-9	33 %
Justice et Police	-2	39 %

% de répondants qui  
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

Moyenne de  
l'échantillon :  
**47 %** 40 %

% de répondants qui ont  
LE BAC OU AU-  
DESSUS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**9 %** 13 %

% de répondants  
QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS PROCHES

Moyenne de  
l'échantillon :  
**62 %** 63 %

% de répondants qui  
ONT UN RÉSEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER

Moyenne de  
l'échantillon :  
**13 %** 25 %

% des répondants  
EN RECHERCHE D'EMPLOI

Moyenne de  
l'échantillon :  
**19 %** 18 %

% de répondants qui ont  
ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU D'UN  
ACCIDENT L'ANNÉE  
DERNIÈRE

Moyenne de  
l'échantillon :  
**57 %** 64 %

% de répondants qui  
VEULENT ACCÉDER À  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES

Moyenne de  
l'échantillon :  
**46 %** 19 %

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NÉS DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTÉ

**42 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**38 %**

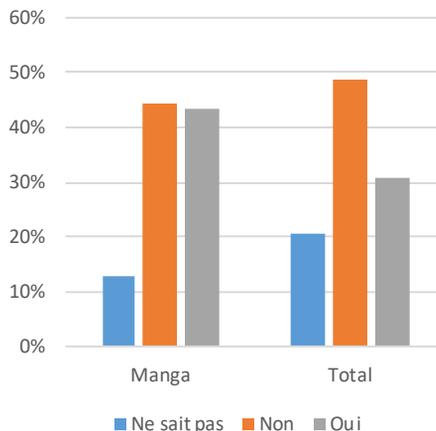
% de répondants  
QUI REÇOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ÉTRANGER

**4 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**14 %**

% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS À  
L'ÉTRANGER

**65 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**75 %**

## DÉSIR DE QUITTER LA COMMUNAUTÉ



« Le profil migratoire est surtout interne. Manga vers Ouaga ou Manga vers Po. Certains vont aussi en Côte d'Ivoire. Les jeunes tentent aussi l'aventure vers la Libye, l'Italie, le Gabon, les USA. Le profil est en train de changer. Beaucoup vont maintenant au Mali et en Guinée à cause de l'or. »

*Membre d'association Zak-la Yilguemdé,  
Manga*

« La migration est perçue comme une très mauvaise chose. Il y a trop de difficulté quand on quitte son pays. Depuis la mort de Kadhafi, plus rien ne va en Libye. Avant, on gagnait bien sa vie là-bas. »

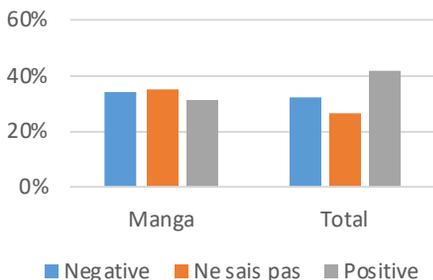
*Migrant de retour de Libye (31 ans),  
Manga*

# RÉINTÉGRATION DURABLE : CONTRAINTE ET OPPORTUNITÉS

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**27 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**32 %**

Perception des migrants de retour dans la  
communauté



% de répondants qui ont  
ACCÈS À DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**32 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**34 %**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINÉS

**25 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**28 %**

## DIMENSION ÉCONOMIQUE

### OPPORTUNITÉS :

- Présence d'agrégats comme le sable et le commerce en général ; tissage/artisanat, savonnerie, transformation de produits locaux comme le Soumbala.
- Besoins de main-d'œuvre dans le secteur de transport
- Nouveau projet HIMO (haute intensité de main-d'œuvre) pour la construction de routes
- CONTRAINTE :**
- Manque de centres de formation et apprentissage

## DIMENSION SOCIALE

### OPPORTUNITÉS :

- Présence d'associations et ONG qui luttent pour que les jeunes ne quittent pas la communauté
- CONTRAINTE :**
- Faiblesse de la qualité des services de base, en particulier hors de la ville
- Conflit latent entre éleveurs et agriculteurs

## DIMENSION PSYCHOSOCIALE

### OPPORTUNITÉS :

- Tissu associatif développé
- CHALLENGES :**
- Insuffisance d'acteurs formés en matière de prise en charge psychosociale
- Manque de discours concernant les défis psychosociaux de retour et le traumatisme subis par les bénéficiaires

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

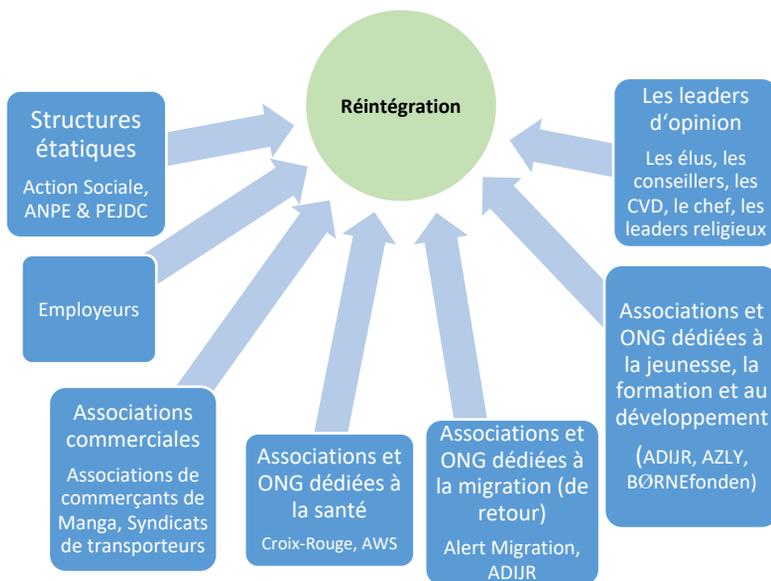
## LES ACTEURS CLÉS DE LA COMMUNAUTÉ :

**Structures étatiques :** La Mairie n'intervient pas directement auprès des migrants de retour en vue de leur réintégration. L'Action sociale (AS), un des acteurs les plus pertinents dans le domaine, manque des capacités financières. Une **collaboration avec l'ANPE et le PEJDC** (Projet Emplois des Jeunes et Développement des Compétences) pourrait être bénéfique pour la réintégration économique.

**Employeurs :** La construction de route et les projets fondés sur HIMO (haute intensité de main-d'œuvre) constituent les opportunités d'emploi. Les secteurs prometteurs sont le BTP, la soudure, la menuiserie.

**ONG :** Le tissu associatif est bien établi à Manga. L'Association pour le développement et l'intégration de la jeunesse rurale (ADIJR) est une des plus fortes ONG locales. Elle s'engage pour la formation et l'entrepreneuriat des Jeunes (Projet PADEJ) et a développé le concept « réussir au village ». ADIJR accompagne aussi les migrants de retour. En outre, il y a AZLY (femmes) et BØRNEfonden (enfants). L'association AWS est active dans le domaine de la santé (VIH/SIDA) ; elle a des expériences dans le domaine d'accompagnement psychosocial.

**Les leaders d'opinion :** Parmi les leaders écoutés figurent aussi les élus, les conseillers et les Comités villageois de développement (CVD), qui peuvent tous être impliqués dans la sensibilisation.



### L'autorité des parents

« En général, la décision est prise personnellement par l'intéressé qui en parle après à sa famille. Il informe son père de son départ qui lui donne la permission de partir. Si le père lui dit de ne pas partir, il ne désobéit pas. »

*Femme de migrants (35 ans), Manga*

# RECOMMANDATIONS

## INTERVENTIONS POTENTIELLES

### Création des AGR

- Explorer la volonté et la possibilité pour les bénéficiaires de se regrouper et de créer une compagnie de transport.
- Réunir les bénéficiaires et mettre en place des Groupements d'intérêt économique (GIE), notamment pour l'élevage et le maraîchage.
- Collaborer avec les ONG actives dans le domaine, avec les projets étatiques qui ciblent l'emploi des jeunes (PEJDC) et les structures déconcentrées de l'État pour une approche structurée d'inclusion économique des jeunes (formation, apprentissage, microcrédits).

### Accompagnement social

- Développer des mécanismes de suivi pour établir des relations de confiance avec les migrants de retour, leur fournir des informations sur les services et opportunités, et un appui au planning de l'avenir proche afin qu'ils ne se sentent pas abandonnés.
- Accompagner les bénéficiaires/constitution d'un groupement reconnu, qui peut prendre en charge l'accueil et le suivi de nouveaux arrivants.

### Appui psychologique

- Développer un partenariat avec les structures de santé pour une prise en charge psychologique complète des migrants de retour.
- Former des agents de la santé et les ONG actives dans le domaine de santé en matière psychologie.
- Lancer un dialogue sur les défis psychologiques des migrants de retour

### Communication pour le Développement (C4D)

- « Réussir au village » (ADIJR)  
Vu que la migration est perçue comme non favorable (les migrants n'investissent pas à Manga). Il y a le potentiel pour réussir dans la région.
- « L'aventure a besoin de préparation »  
Les risques de la migration sont bien connus. Dialoguer sur les étapes de la préparation pour éviter des expériences négatives.

## OBJECTIFS

RÉPONDRE AUX PRINCIPAUX DÉFIS DE LA COMMUNAUTÉ

CRÉER LES EMPLOIS

FAVORISER RÉINTÉGRATION DURABLE

SENSIBILISER LA COMMUNAUTÉ

### Visibilité de l'OIM

L'OIM – vue comme d'autres structures officielles aidant les migrants de retour – est perçue comme étant absente à Manga. Les migrants de retour se sentent souvent seuls et sans soutien. Les activités de l'OIM à Manga sont vivement souhaitées et attendues.

## MANGA – recommandations

Manga est le chef-lieu de la Région du Centre-Sud. La frange jeune (0-34) représente 70 % de la population, tandis que les jeunes âgés 15-34 représentent 33 %. Bien que Manga soit située sur l'axe routier reliant Ouagadougou au Ghana et ait bénéficié d'importants investissements en infrastructure, la ville reste enclavée. Les activités économiques sont le commerce, l'agriculture, l'élevage, la transformation des produits forestiers non ligneux et le tissage traditionnel. La région du Centre-Sud fait souvent face à des inondations sévères et la pauvreté dans la région atteint 40 % de la population. L'insuffisance d'équipements et d'infrastructures sportives (foyers des jeunes, aires

« Le profil migratoire est surtout interne. Manga vers Ouaga ou Manga vers Po. Certains vont aussi en Côte d'Ivoire. Les jeunes tentent aussi l'aventure vers la Libye, l'Italie, le Gabon, les USA. Le profil est en train de changer. Beaucoup vont maintenant au Mali et en Guinée à cause de l'or » — *Membre d'association Zak-la Yilguemdé, Manga*

« En général, la décision est prise personnellement par l'intéressé qui en parle après à sa famille. Il informe son père de son départ qui lui donne la permission de partir. Si le père lui dit de ne pas partir, il ne désobéit pas » — *Femme de migrants (35 ans), Manga*

de jeux) ainsi que la rareté des activités sociales ajoutent à la frustration des jeunes.

Tableau 9 : Interventions indicatives en vue de la réintégration des migrants de retour à Manga (les partenaires structurels et thématiques sont identifiés dans la section 4)

MANGA	Défis	Interventions prioritaires possibles
Dimension économique	Faible accès aux services de base comme l'eau et l'électricité. Difficile accès à l'emploi.	Privilégier les chaînes de valeur de <b>l'apiculture</b> , du <b>niébé</b> , et du <b>karité</b> en raison des meilleures garanties d'intégration économique, sociale, psychosociale et sociétale qu'elles présentent ainsi que de leur moindre impact environnemental et meilleure équité sociale : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser la production et la transformation avec labels de qualité (environnementaux et sociaux) ;</li> <li>• Valoriser l'attrait des filières auprès des jeunes en insistant sur la diversification des rôles et compétences ;</li> <li>• Développer des créneaux d'emplois pour les jeunes (en collaboration avec l'ANPE et PEJDC) en incluant migrants et non-migrants.</li> </ul>
		Collaborer avec les ONG actives dans le domaine de la réintégration, appui aux projets étatiques ciblant l'emploi des jeunes (PEJDC) et aux structures déconcentrées de l'État pour une approche d'inclusion économique des jeunes (formation, apprentissage, micro-crédit).
		Explorer la volonté et possibilité pour les bénéficiaires de se regrouper et créer une compagnie de transport.
		Sensibiliser les institutions de microfinance et de crédit à l'importance d'ouvrir des succursales à proximité des zones d'installation de zones de retour identifiées.
		Réunir les bénéficiaires et mettre en place des Groupements d'Intérêt Economique (GIE), notamment pour l'élevage et le maraichage.

MANGA	Défis	Interventions prioritaires possibles
		Favoriser l'entrepreneuriat chez les migrants de retour (en collaboration avec les non-migrants autant que possible), via des subventions et des supports techniques (voir l'approche « entrepreneuriale dans le rapport) en favorisant les initiatives dont les retombées seront en particulier sensibles dans les domaines suivants : 1) en grande priorité, le <b>financement</b> et le <b>psychosocial</b> ; 2) en second lieu, <b>l'eau, l'énergie, l'éducation, la cohésion sociale, et le logement</b> .
Dimension sociale	Les conflits communautaires entre éleveurs et agriculteurs génèrent une tension sociale latente. La présence d'ONG ne comble pas le manque des services de base.	<p>Développer des mécanismes de suivi pour établir des relations de confiance avec les migrants de retour, leur fournir des informations sur les services et opportunités, et un appui au planning de l'avenir proche afin qu'ils se ne sentent pas abandonnés.</p> <p>Accompagner les bénéficiaires/constitution d'un groupement reconnu, qui peut prendre en charge l'accueil et le suivi de nouveaux arrivants.</p> <p>Développer un partenariat en vue de sociabiliser les jeunes — migrants ou non-migrants — par le sport, la culture, l'art. Un espace dédié pourrait être envisagé. Les associations comme Alert Migration, AWS, ADIJR, AZLY, Action Sociale ou BØRNEfonden peuvent jouer un rôle, sous la coordination de l'OIM.</p>
Dimension psychosociale	Situation de désœuvrement de la part de nombreux jeunes, migrants de retour ou non-migrants. Présence de traumatismes sérieux, absence de support qualifié.	<p>Vu l'urgence de la situation psychosociale, développer un partenariat avec les structures de santé pour une prise en charge psychologique complète des migrants de retour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancer un dialogue sur les défis psychologiques des migrants de retour au sein de la communauté.</li> <li>• Appuyer la création d'un centre d'accueil des migrants de retour ayant des besoins psychosociaux spécifiques ;</li> <li>• Former des agents de la santé avec le soutien des ONG et acteurs de santé pertinents en matière de soutien psychologique (associations, ONG, formations confessionnelles, services municipaux) dans la prise en charge des traumas (agressions sexuelles et viols, maltraitements et violences physiques et psychologiques) et la médiation avec les familles. Ces « ambassadeurs de santé psychique » pourraient être en contact avec les case managers (recommandation 3 de la section « générale ») pour référer des cas complexes et suivre les individus en projet de réintégration ;</li> <li>• Évaluer les besoins identifiés (on a vu que les non-migrants et migrants de retour éprouvaient des émotions similaires) ;</li> <li>• Mettre en place des circuits de suivi des migrants assistés psychologiquement (y compris par des évaluations conduites par des experts de santé et académiques).</li> </ul>
Communication pour le développement	Importance des leaders d'opinion locaux (vieux, religieux, élus, comités villageois de développement)	<p>Associer les migrants de retour aux succès des initiatives économiques et sociales par une communication positive autour de leurs contributions.</p> <p>Lancer une campagne pour informer les migrants de retour des services pertinents (formations, placement, etc.) à leur disposition et sur les procédures administratives et les services disponibles (incluant les opportunités de marché).</p> <p>Campagnes de sensibilisation ciblant les employeurs et le grand public autour des dangers de la stigmatisation pour la cohésion sociale en utilisant les relais d'opinion clés (vieux, religieux, élus, CVD) et libérer la parole autour des « absents » afin d'éviter l'isolement, le trafic, et renforcer la protection des migrants en route ou de retour.</p>

« Le niébé dispose d'un potentiel encore très inexploité au Burkina. La demande est là, surtout pour l'exportation, mais aussi localement. Sur le plan alimentaire, les feuilles, les gousses et les graines peuvent être cuisinées avec une haute valeur nutritionnelle pour les graines, autour de 25 % de protéines. Cela peut aider à lutter contre la sous-nutrition des enfants par exemple. Sur le plan environnemental, le niébé permet de fixer l'azote et d'enrichir les sols tout en les protégeant de l'érosion. Dans un pays menacé par la monoculture du soja, du cacao ou du riz, le niébé doit faire partie de l'équation. Tout le monde y gagnera. »

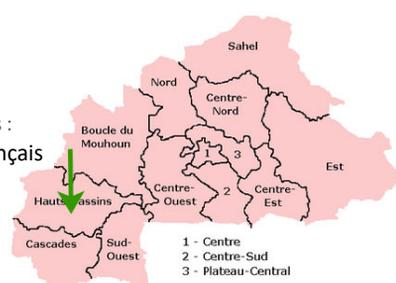
Responsable de la filière niébé et producteur: Manga

# Bobo-Dioulasso (Quartier Koko)

Province du Houet  
Région des Hauts-Bassins

Population : 833 471 (2009)  
Type : Commune urbaine à statut particulier

Langues principales : Dioula, bobo, français



Bobo-Dioulasso est la seconde ville principale au Burkina Faso, l'ancienne ville capitale coloniale de Haute-Volta et considérée comme la capitale économique du pays. Bobo-Dioulasso est un des principaux carrefours de la migration, en raison de sa proximité avec le Mali et de la connexion ferroviaire qui lie la ville à Abidjan (Côte d'Ivoire). La région des Hauts-Bassins a un taux de pauvreté de 34,4 %. La frange jeune de la population atteint 39 %. Le quartier Koko est un des plus anciens quartiers de la ville et aussi un des plus pauvres.



## CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTÉ

### Tradition et solidarité

À Koko, la société est hiérarchisée et fortement structurée. Les trois groupes principaux de Koko sont le clan des chefs coutumiers, le clan des chefs de quartier appelés les Kassamba, et les étrangers. Les deux premiers groupes revendiquent chacun l'appartenance de Koko. Il n'y a pas de conflits entre ces groupes et la solidarité est présente pendant tous les événements qui nécessitent un rassemblement ou la participation de la communauté. La solidarité obligatoire est parfois si forte, que les jeunes se sentent contraints dans leurs activités.

« Tu ne peux pas évoluer parce que la famille est trop proche, il y a trop d'événements sociaux. Si tu veux réussir, il faut que tu sortes de Koko pour te réaliser. »  
*Jeune de Koko*

« Il y a un conflit de générations. La communauté est divisée en deux : Koko révolutionnaire (les jeunes) et Koko traditionnel (les vieux). »  
*Jeune de Koko, focus groupe*

### Les grins de thé

La particularité culturelle de Bobo-Dioulasso est les grins de thé. Parfois vus comme un passe-temps de délinquants, les grins de thé sont en effet des lieux sociaux de jeunes pour s'unir autour du thé et d'échanger entre eux sur les thèmes d'actualité.

L'aspirant au départ en migration a exposé son désir de partir à ses amis dans un grin de thé. Il voudrait aller en France et voudrait connaître les circuits. Ses amis ont posé des questions pour connaître ses motivations et savoir comment il va y parvenir. Dans le débat, les opinions diffèrent. Certains sont pour, d'autres sont contre. Pour certains, il est nécessaire de consulter les expérimentés, car ils savent ce qui se passe là-bas. Il y a des risques dans la migration internationale. Les risques sont la perte de vie en cours de route surtout lorsque la voie n'est pas légale, la maltraitance dans les zones d'arrivées, se retrouver sans abri, exposé à l'insécurité... la voie illégale est déconseillée. Pour les études, il est recommandé la voie légale.

*Jeu de rôle lors d'un focus groupe*  
« Si vous vouliez migrer, qui vous aiderait à prendre votre décision ? »

## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

% des répondants avec  
UN EMPLOI RÉMUNÉRÉ ou  
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE  
REVENUS

65 %  
Moyenne de l'échantillon : 53 %

DOMAINES D'ACTIVITÉ CLÉS :

1. Petit commerce
2. Import/Export
3. Transports

% des répondants qui sont  
INTÉRESSÉS DE MONTER  
LEUR PROPRE ENTREPRISE

94 %  
Moyenne de l'échantillon : 83 %

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR  
MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque de qualifications

% des répondants qui ont  
DÛ RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE  
DE MOYENS

28 %  
Moyenne de l'échantillon : 35 %

% des répondants qui ont  
QUITTE L'ÉCOLE AVANT  
LA FIN

57 %  
Moyenne de l'échantillon : 39 %

SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	Koko	Moyenne de l'échantillon
Éducation	-8	49 %
Papiers d'identité	-15	43 %
Logement	+5	34 %
Accès aux soins	-5	52 %
Eau potable	+35	33 %
Justice et Police	-8	39 %

% des répondants qui  
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

50 %  
Moyenne de l'échantillon : 40 %

% des répondants qui ont  
LE BAC OU AU-DESSUS

21 %  
Moyenne de l'échantillon : 13 %

% des répondants  
QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS PROCHES

54 %  
Moyenne de l'échantillon : 63 %

% des répondants qui  
ONT UN RÉSEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER

43 %  
Moyenne de l'échantillon : 25 %

% des répondants  
EN RECHERCHE D'EMPLOI

15 %  
Moyenne de l'échantillon : 18 %

% des répondants qui ont  
ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU D'UN  
ACCIDENT L'ANNÉE  
DERNIÈRE

73 %  
Moyenne de l'échantillon : 64 %

% des répondants qui  
VEULENT ACCÉDER À  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES

19 %  
Moyenne de l'échantillon : 19 %

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NÉS DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTÉ

**34 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**38 %**

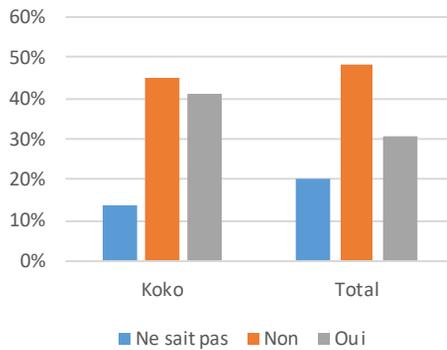
% de répondants  
QUI REÇOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ÉTRANGER

**11 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**14 %**

% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS À  
L'ÉTRANGER

**87 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**75 %**

## DÉSIR DE QUITTER LA COMMUNAUTÉ



« Les gens se déplacent de plus en plus vers les sites miniers qui sont à l'intérieur du pays, d'autres partent au Mali, au Niger. En dehors de cela, les personnes migrent vers la Côte d'Ivoire, le Mali, le Togo, le Bénin. Il y a ceux qui pensent trouver l'eldorado en Amérique, en Italie, en Libye et en France. La migration, si c'est dans le cadre du travail et par voie légale, c'est une bonne chose. Mais lorsque la personne se lève d'elle-même pour partir tout en espérant trouver une meilleure condition de vie que dans son pays d'origine, elle s'expose à de graves ennuis et elle court le risque d'être expulsé. »

*Migrants de retour, focus groupe, Koko*

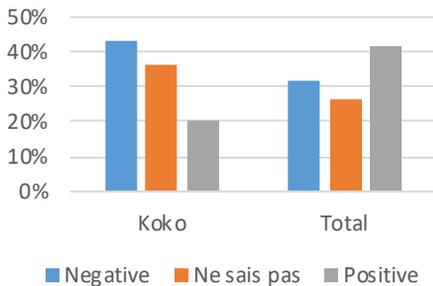
« Chez nous les Bobos, le commerce n'est pas dans notre habitude. Les jeunes non scolarisés partent. Ils ne sont pas comme les Mossis, qui peuvent faire le commerce. De plus, le Bobo n'aime pas partir ailleurs, surtout avant. Donc l'activité économique de Bobo amène les Bobolais à quitter la ville. »  
*Adjoint au maire*

# RÉINTÉGRATION DURABLE : CONTRAINTE ET OPPORTUNITÉS

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**48 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**32 %**

Perception des migrants de retour dans la  
communauté



% de répondants qui ont  
ACCÈS À DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**61 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**34 %**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINÉS

**20 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**28 %**

« Il y a eu des changements ces 10 dernières années : on a plus de routes bitumées, de l'ordre a été mis dans la gestion des centres de santé où régnaient la corruption et le désordre, les populations sont sensibilisées sur l'assainissement et une unité de ramassage des ordures a été mise en place. Il y a aussi plus d'infrastructures. Mais le niveau de vie est bas. »  
*Élu local, Bobo*

## DIMENSION ÉCONOMIQUE

### OPPORTUNITÉS :

- Plusieurs grandes usines (textiles, brasserie, huilerie) et le port sec de Bobo constituent le potentiel économique de la ville. Les secteurs en croissance sont le transport et le commerce. Les métiers comme la maçonnerie, la plomberie, la soudure, la peinture et la mécanique se développent à Koko et attirent aussi les diplômés au chômage.

### CONTRAINTES :

- Chômage endémique de la jeunesse urbaine
- Malgré les investissements dans l'infrastructure, l'accès aux services de base reste faible

## DIMENSION SOCIALE

### OPPORTUNITÉS :

- Perception des migrants plutôt négative

### CONTRAINTES :

- Les bénéficiaires de l'OIM sont si peu nombreux à Bobo qu'ils sont perçus comme inexistantes. Il n'y a pas d'activités qui ciblent ces migrants de retour.

## DIMENSION PSYCHOSOCIALE

### OPPORTUNITÉS :

- Tissu associatif développé

### CONTRAINTES :

- La dimension psychosociale ne fait pas partie des discours autour de la migration (de retour)

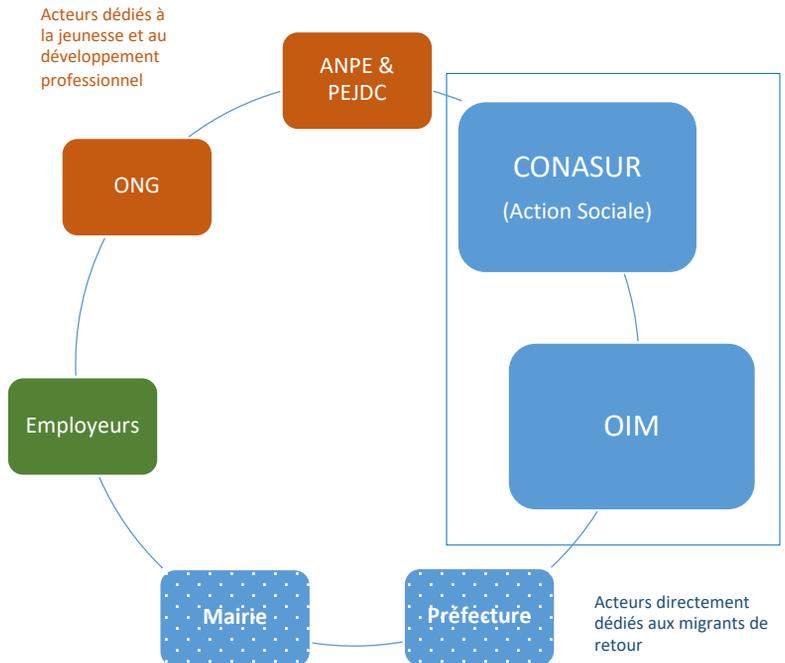
# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

La particularité de Bobo-Dioulasso en général et de Koko en particulier est qu'il n'y a pas d'acteurs qui s'occupent directement des migrants de retour – en dehors du CONASUR. La préoccupation dans le domaine est la migration des enfants non accompagnés vers la ville.

**La mairie, la préfecture et les élus locaux** n'ont pas de projets dédiés aux migrants de retour (forcés ou volontaires).

**Les acteurs dédiés à la jeunesse et au développement professionnel**, comme l'ANPE/PEJDC et les ONG existent, mais eux aussi ne ciblent pas les migrants de retour.

**Les employeurs** : Il y a plusieurs grands employeurs (usine de textile, brasserie, huilerie, le port sec de Bobo) qui disposent de la capacité d'inclure des migrants de retour. Les propriétaires des petites entreprises ne sont pas réticents à employer les migrants de retour.



## RECOMMANDATIONS

### Une approche individuelle

Vu le faible nombre de bénéficiaires qui rentrent à Bobo-Dioulasso une approche individuelle est nécessaire pour prendre en charge les migrants de retour. Pour cela, la prise de contact avec les bénéficiaires et l'établissement des relations de confiance est nécessaire. Puisque les migrants de retour sont souvent méfiants à l'endroit des autorités, l'OIM incluse, l'identification d'un point focal, préférablement rattaché à une ONG locale, la Croix-Rouge burkinabée ou le PEJDC, est prioritaire.

Le point focal pourrait accueillir le bénéficiaire dès qu'il arrive pour l'orienter sur les possibilités et opportunités afin d'alléger la réintégration et de garantir un suivi lors des premiers mois (mise en contact avec des employeurs et/ou les programmes de formation, orientation vers des services d'appui psychologique en cas de besoin, sensibilisation de la famille, etc.).

« La communication ne se fait pas par les médias, car les gens ne sont pas sensibles aux messages transmis par ces voies. Notre communication se fait par le bouche-à-oreille, dans la mosquée, les grins de thé des jeunes. »

*Imam de Koko*

« À Bobo, nous ne voyons pas les migrants, même les migrants rapatriés de Libye. Je n'en connais pas à Bobo. J'ai deux neveux qui sont en Libye, ils ne sont pas rentrés. Ils appellent pour donner de leur nouvelle. »

*Adjoint au maire*

« Nous aidons beaucoup les jeunes qui aspirent à aller ailleurs en leur prodiguant des conseils sur le plan comportemental, car on ne peut pas être autochtone chez l'autre et les réalités sont différentes d'une société à l'autre. »

*Imam de Koko*

« Les personnes qui partent en migration en retour, ils arrivent à venir en aide à leur famille. Ils aident leur famille et si on considère cela plus largement, ils aident la nation. Mais ceux qui partent et pour qui ça n'a pas marché, ils ont honte de revenir, honte d'être marginalisés. »

*Action sociale*

## BOBO DIOULASSO (KOKO) – recommandations

Bobo-Dioulasso est la seconde ville principale au Burkina Faso, l'ancienne ville capitale coloniale de Haut-Volta et considérée comme la capitale économique du pays. Bobo-Dioulasso est un des principaux carrefours de la migration, en raison de sa proximité avec le Mali et la connexion ferroviaire, qui lie la ville à Abidjan (Côte d'Ivoire). La frange jeune de la population atteint 40 % et le taux de pauvreté est d'environ 35 %. Le quartier Koko est un des plus anciens quartiers de la ville et aussi un des plus pauvres. La société y est hiérarchisée et fortement structurée. Les trois groupes principaux de Koko sont le clan des chefs coutumiers, le clan des chefs de quartier appelés les Kassamba, et les étrangers. Les deux premiers groupes revendiquent chacun la propriété de Koko. Il n'y a pas de conflits entre ces groupes et la solidarité est présente pendant tous les événements rassemblant la communauté. La solidarité obligatoire est parfois si forte, que les jeunes se sentent contraints dans leurs activités. La particularité culturelle de Bobo-Dioulasso est les « grins » de thé. Parfois vus comme un passe-temps de délinquants, les « grins » de thé sont en effet des lieux sociaux de jeunes pour s'unir autour du thé et échanger entre eux sur les thèmes d'actualité.

Tableau 10 : Interventions indicatives en vue de la réintégration des migrants de retour à Manga (les partenaires structurels et thématiques sont identifiés dans la section 4)

BOBO DIOULASSO	Défis	Interventions prioritaires possibles
Dimension économique	<p>Les ARVR supportés par l'OIM sont peu nombreux à Bobo. Il n'y a pas d'activités ciblant ces migrants de retour à l'heure actuelle et peu de projets ciblant les autres migrants de retour.</p> <p>La jeunesse souffre d'un chômage endémique.</p> <p>L'accès aux services et au financement est problématique.</p>	<p><i>L'enjeu des activités économiques d'intégration est d'associer, autant que possible, migrants de retour et non-migrants, afin de lutter contre la stigmatisation des migrants à Bobo. Il s'agit de montrer que « ensemble, ça peut marcher mieux » (Discussion de groupe, Homme, 29 ans).</i></p> <p>Optimiser la position privilégiée, économiquement et géographiquement, de Bobo Dioulasso et son relatif dynamisme dans les secteurs agricoles et modernes (NTIC) en privilégiant — pour Koko — les chaînes de valeur de <b>la noix de cajou (anacarde), des petits ruminants, de la mangue, du karité, des Nouvelles Technologies et de la spiruline</b>, en raison des meilleures garanties d'intégration économique, sociale, psychosociale et sociétale qu'elles présentent ainsi que de leur moindre impact environnemental et meilleure équité sociale. Bien sûr, l'OIM peut ne concentrer ses efforts que sur certaines filières, en fonction de la valeur ajoutée que l'organisation pense pouvoir apporter et des opportunités de partenariat. Il est aussi conseillé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser la production et la transformation avec labels de qualité (environnementaux et sociaux) ;</li> <li>• Valoriser l'attrait des filières auprès des jeunes en insistant sur la diversification des rôles et compétences ;</li> <li>• Développer des créneaux d'emplois pour les jeunes (en collaboration avec l'ANPE et PEJDC) en incluant migrants et non-migrants ;</li> <li>• Utiliser la proximité des quartiers moins défavorisés que Koko à Bobo Dioulasso et leurs nombreux centres de formation en NTIC pour créer des partenariats de formation des migrants de retour les plus diplômés ou qualifiés, tout en développant des modules d'initiation pour les moins qualifiés.</li> </ul>

BOBO DIOULASSO	Défis	Interventions prioritaires possibles
		<p>Sensibiliser les institutions de microfinance et de crédit à l'importance d'ouvrir des succursales à proximité des zones d'installation de zones de retour identifiées.</p> <p>Plaidoyer auprès des autorités locales en faveur d'embauches mixtes de migrants de retour et de non-migrants parmi les entreprises qui remportent des appels d'offres publics.</p> <p>Renforcer le développement des coopératives de femmes dans le secteur agroalimentaire en particulier, en ciblant les femmes abandonnées ou en situation de fragilité socioéconomique et psychosociale.</p> <p>Établir une coopération avec des partenaires commerciaux preneurs pour améliorer l'accès aux marchés. En particulier, il est recommandé de mettre en place des programmes de sous-traitance pour : i) connecter les producteurs d'artisanat aux marchés ; ii) connecter les agriculteurs aux acheteurs et iii) connecter les agriculteurs aux fournisseurs d'intrants. En parallèle, il est important d'améliorer l'accès au système d'information SIM-Betail ou Agridata.</p> <p>Déployer différents modules de formation à l'entrepreneuriat dans l'agroalimentaire et aux chaînes de valeur pour différents groupes cibles (migrants de retour, non-migrants, femmes abandonnées) en coopération avec des institutions locales et des experts en formation à l'économie du développement (RONGEAD, GRET, etc.) Il est par ailleurs conseillé de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Déployer des formations à l'entrepreneuriat sur les techniques de production modernes en coopération avec les institutions locales.</li> <li>2. Lancer des programmes d'apprentissage et stages avec certains acteurs du secteur privé ;</li> <li>3. Dispenser une formation sur les techniques de production agricole ;</li> <li>4. Offrir des cours de français (niveaux basique et avancé) en coopération avec les institutions locales.</li> </ol> <p>Favoriser l'entrepreneuriat chez les migrants de retour (en collaboration avec les non-migrants autant que possible), via des subventions et des supports techniques (voir l'approche « entrepreneuriale dans le rapport) en favorisant les initiatives dont les retombées seront en particulier sensibles dans les domaines suivants : 1) en grande priorité, <b>l'environnement et le psychosocial</b> ; 2) en second lieu, <b>l'énergie, éducation, formation, santé, logement et financement</b>.</p>
Dimension sociale	La cohésion sociale est si forte qu'elle en est parfois étouffante. La perception des migrants est en revanche négative.	Créer des espaces et aires de sociabilité exclusifs pour les jeunes et les femmes — par le sport, le jeu, les échanges culturels et artistiques — sans que les adultes (ou les hommes) n'aient de capacités de contrôle sur ces périmètres. Associer les migrants dans le développement de ces espaces de sociabilité mixtes (migrants et non-migrants) peut renforcer leur image auprès de la population.

BOBO DIOULASSO	Défis	Interventions prioritaires possibles
		<p>Développer des mécanismes de suivi — avec CONASUR et Action Sociale — pour établir des relations de confiance avec les migrants de retour, leur fournir des informations sur les services et opportunités, et un appui au planning de l'avenir proche afin qu'ils se ne sentent pas abandonnés dans un environnement communautaire <i>a priori</i> plus hostile.</p> <p>Utiliser l'attrait des nouvelles technologies auprès des jeunes et le développement de la filière (par une approche systémique ou entrepreneuriale) pour renforcer les échanges entre jeunes migrants de retour et non-migrants.</p>
<p><b>Dimension psychosociale</b></p>	<p>La dimension psychosociale est absente des discours des responsables locaux, malgré les besoins identifiés lors des discussions par les habitants eux-mêmes.</p>	<p>Considérant les problèmes identifiés à l'échelle communautaire et les traumatismes évoqués lors des groupes de discussion, la dimension psychosociale apparaît comme cruciale. Il faut donc développer un partenariat avec les structures de santé pour une prise en charge psychologique complète des migrants de retour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancer un dialogue sur les défis psychologiques des migrants de retour au sein de la communauté.</li> <li>• Appuyer la création d'un centre d'accueil des migrants de retour ayant des besoins psychosociaux spécifiques ;</li> <li>• Former des agents de la santé avec le soutien des ONG et acteurs de santé pertinents en matière de soutien psychologique (associations, ONG, formations professionnelles, services municipaux) dans la prise en charge des traumatismes (agressions sexuelles et viols, maltraitances et violences physiques et psychologiques) et la médiation avec les familles. Ces « ambassadeurs de santé psychique » pourraient être en contact avec les case managers (recommandation 3 de la section « générale ») pour référer des cas complexes et suivre les individus en projet de réintégration ;</li> <li>• Évaluer les besoins identifiés (on a vu que les non-migrants et migrants de retour éprouvaient des émotions similaires) ;</li> <li>• Mettre en place des circuits de suivi des migrants assistés psychologiquement (y compris par des évaluations conduites par des experts de santé et académiques).</li> </ul>
<p><b>Communication pour le développement</b></p>	<p>La perception négative des migrants reste forte, en raison de l'ignorance du phénomène.</p>	<p>Créer des <i>fora</i> de dialogue pour apaiser les tensions et renforcer la cohésion sociale autour de la question des migrants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Campagnes de sensibilisation et de plaidoyer auprès de la population locale, de la police, des employeurs et des institutions : 1) autour des dangers de la stigmatisation pour la cohésion sociale et 2) en faveur d'une meilleure connaissance du phénomène de migration et retour ; 3) des bénéfices de la migration de retour « réussie » pour la communauté.</li> <li>• Privilégier la parole, le bouche-à-oreille, les communications directes, les canaux comme la radio communautaire, les débats, les grins de thé, les échanges à la mosquée ou au bazaar.</li> <li>• Cibler les thèmes suivants, autour de spots, vidéos, débats civiques : « jeunesse ET migration », « réalisation de soi ET quête identitaire », « tradition ET modernité », « cohésion sociale ET différences ».</li> <li>• Les réseaux sociaux peuvent être utilisés comme véhicules de communication en utilisant l'entrepreneuriat autour des NTIC comme servir d'incubateur pour le C4D et la dissémination des messages à Bobo Dioulasso (Koko).</li> </ul>

# Saaba

Province du Kadiogo  
Région du Centre

Population :  
80 867 (2009)

Type :  
Commune  
rurale

Langues principales :  
Mooré, français



Saaba est une commune de la région du Centre qui jouxte Ouagadougou, capitale et chef-lieu de la région. La population des 15-34 ans représente 34 % de la communauté. La commune subit les influences de Ouagadougou de par leur grande proximité. Le taux de pauvreté est de 9,6 %.

## CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTÉ

### Saaba en construction

Durant la dernière décennie, la commune de Saaba – à 15 km du centre-ville de Ouagadougou – est devenue un pôle de croissance, même si l'accès à l'eau et à l'électricité reste encore rudimentaire. Des maisons, des magasins et des ateliers de métiers comme la soudure, la menuiserie et la maçonnerie sont très fréquents tout comme des restaurants et buvettes.

### L'accès au foncier

Saaba attire de nombreuses sociétés immobilières, ce qui a généré des mésententes, notamment chez les autochtones, qui ont des difficultés à accéder au foncier.

« La vie communautaire est apaisée, car il y a la cohésion sociale. Il y a de l'entraide, de la convivialité et de l'entente. Les conditions économiques sont acceptables, car la population subvient à ses besoins de santé, de nourriture et de logement. Il y a le respect des droits de tous, mais au niveau de la gouvernance, il y a une lenteur dans les aménagements des routes et la gestion du foncier suscitant l'insatisfaction. Les terrains sont vendus aux sociétés immobilières. Par exemple, il y a un manque d'espace pour le lotissement, car plus de 100 hectares appartiennent aux sociétés immobilières. Ces dix dernières années, le profil de la communauté a changé, car avant les terrains étaient offerts, mais aujourd'hui il faut en acheter. Les gens se méfient sur la question du foncier. »

Membre d'une association de Saaba

## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

UN EMPLOI RÉMUNÉRÉ ou  
UNE ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE  
REVENUS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**57 %** 53 %

DOMAINES D'ACTIVITÉ CLÉS :

1. Transport
2. Petit commerce de détail
3. Restauration

SATISFACTION POUR L'ACCÈS AUX SERVICES

	Saaba	Moyenne de l'échantillon
Education	-16	49%
Papiers d'identité	-3	43%
Logement	-10	34%
Accès aux soins	-20	52%
Eau potable	-20	33%
Justice et Police	-17	39%

% des répondants  
EN RECHERCHE D'EMPLOI

**16 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
18 %

% de répondants qui sont  
INTÉRESSÉS DE MONTER  
LEUR PROPRE ENTREPRISE

Moyenne de  
l'échantillon :  
**84 %** 83 %

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR  
MONTÉ UN BUSINESS :

1. Manque de capital
2. Manque de qualifications

% de répondants qui  
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

Moyenne de  
l'échantillon :  
**40 %** 40 %

% de répondants qui ont  
LE BAC OU AU-  
DESSUS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**14 %** 13 %

% de répondants qui ont  
ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU D'UN  
ACCIDENT L'ANNÉE  
DERNIÈRE

Moyenne de  
l'échantillon :  
**67 %** 64 %

% de répondants qui ont  
DÛ RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE À CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**31 %** 35 %

% de répondants qui ont  
QUITTE L'ÉCOLE AVANT  
LA FIN

Moyenne de  
l'échantillon :  
**45 %** 39 %

% de répondants  
QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**74 %** 63 %

% de répondants qui  
ONT UN RÉSEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER

Moyenne de  
l'échantillon :  
**15 %** 25 %

% de répondants qui  
VEULENT ACCÉDER À  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES

Moyenne de  
l'échantillon :  
**39 %** 19 %

# PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants  
NÉS DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTÉ

Moyenne de  
l'échantillon :

**64 %** **38 %**

% de répondants  
QUI REÇOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ÉTRANGER

Moyenne de  
l'échantillon :

**4 %** **14 %**

% de répondants qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS À  
L'ÉTRANGER

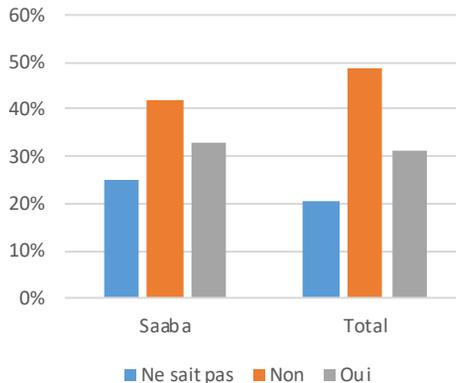
Moyenne de  
l'échantillon :

**61 %** **75 %**

## RAISONS PRINCIPALES D'ÊTRE PARTI À L'ÉTRANGER

1. Opportunités économiques
2. Réunification avec la famille
3. Opportunités pour l'éducation

### DÉSIR DE QUITTER LA COMMUNAUTÉ



« Je n'emploie pas de migrants actuellement. Je pourrais le faire si et seulement si la personne est âgée de 15 à 24 ans pour éviter qu'elle ne se prenne pour mon égale. L'embauche des jeunes est une bonne chose. Seulement les jeunes ne veulent pas travailler. Nombreux sont ceux qui veulent l'argent facile. Les avantages de travailler avec les jeunes, c'est que vous pouvez vous entraider facilement. L'inconvénient, c'est que les jeunes sont paresseux et ne recherchent que le gain facile. »

*Mécanicien de Saaba*

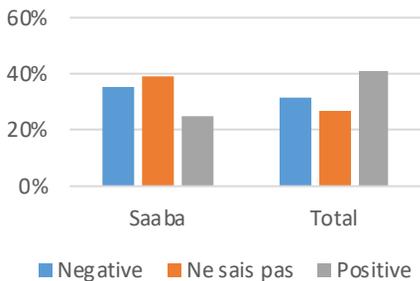
# RÉINTÉGRATION DURABLE : CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

Moyenne de  
l'échantillon :

**20 %** **32 %**

### Perception des migrants de retour dans la communauté



% de répondants qui ont  
ACCÈS À DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

Moyenne de  
l'échantillon :

**31 %** **34 %**

% de répondants qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINÉS

Moyenne de  
l'échantillon :

**19 %** **28 %**

## DIMENSION ÉCONOMIQUE

### OPPORTUNITÉS :

- Plusieurs secteurs en croissance, comme la construction et les métiers associés (soudure, quincaillerie, maçonnerie, plomberie, électricité), alimentation et restauration
- Existence de centres de formation au sein des associations
- Existence des barrages et possibilité de maraîchage, mais difficulté d'accès au foncier

### CONTRAINTES :

- Manque de transport entre Saaba et Ouagadougou

## DIMENSION SOCIALE

### OPPORTUNITÉS :

- Tissue associatif développé
- Attitude ouverte aux nouveaux arrivés

### CONTRAINTES :

- Attitude sceptique vis-à-vis des jeunes
- Perception plutôt négative des migrants de retour

## DIMENSION PSYCHOSOCIALE

### OPPORTUNITÉS :

- Tissue associatif développé

### CONTRAINTES :

- Manques de personnel formé en psychologie

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS ET RECOMMANDATIONS

Étant donné que la plupart des bénéficiaires ont besoin d'une activité génératrice immédiate, des consultations sur les potentiels économiques et les secteurs prometteurs ainsi que des propositions concrètes pouvant faciliter la réintégration s'avèrent nécessaires. Sans projet concret, l'installation prospère à Saaba est improbable.

Deux contraintes sont à prendre en compte :

- Le logement : Il est peu probable que les bénéficiaires disposent d'une possibilité de logement (chez la famille, les amis) à Saaba et ils auront par conséquent besoin d'un soutien financier pour le logement.
- Le transport : Il n'existe pas de transport public reliant Saaba à Ouagadougou.

**Les autorités locales** sont considérées comme des leaders d'opinion à l'écoute de la population. Le chef coutumier est sollicité avant toute activité.

Chefferie

La Mairie

Dialoguer avec les autorités locales sur les possibilités et les avantages d'intégrer des migrants de retour au sein de la communauté.

**L'association Kologh Naba** forme des hommes et des femmes qui travaillent en son sein en tissage, couture, production de savon, restauration, maçonnerie (construction de maison en banco sans bois) et menuiserie. L'association produit et vend les produits dans deux magasins au Burkina (Ouaga et Bobo) et certains magasins au Danemark. L'association récupère 10 % de la vente et le reste est partagé entre les membres de l'atelier.

Kologh Naba

Pousgo

Développer un partenariat avec les associations pour la formation et l'embauche (limitée) des bénéficiaires. À part l'apprentissage, l'intégration des bénéficiaires au sein des associations offre l'avantage d'exposer les jeunes à la pratique de chaînes de valeur et aux bénéfices d'un projet collectif. En outre, l'intégration au sein des associations peut contribuer à la réintégration sociale des migrants de retour.

**L'association Pousgo** est active dans la transformation de produits agricoles (séchage de mangues et transformation de manioc en attiéké).

**Les deux associations sont intéressées par l'opportunité de soutenir la réintégration des migrants de retour et de les former.**

Construction de lotissements

Sociétés immobilières

Sociétés de construction

Explorer la possibilité de partenariat avec les sociétés pour intégrer les bénéficiaires nombreux (plus de 70 %) qui ont travaillé dans la construction pendant leur séjour à l'étranger.

Plusieurs **sociétés immobilières** sont actives à Saaba. Il s'agit des sociétés Abdoul service international, SATMO, GELPAZ, Wend-Penga, Dakouré SARL et de la Société nationale d'aménagement des terrains urbains (SONATUR). Elles travaillent avec des sociétés de construction. La construction restera un secteur économique en croissance durant les prochaines années.



Les métiers

Aider des bénéficiaires à trouver du travail au sein des ateliers existants et/ou à développer leur propre activité, y compris une stratégie de marketing et de capture du marché.

**Les métiers** liés à la construction sont en croissance et les propriétaires des ateliers disent d'être à la recherche de main-d'œuvre.

Soudure, quincaillerie

maçonnerie carrelage

plomberie, électricité

Des opportunités pour les **AGR** sont présentes partout à Saaba, notamment dans le secteur de l'alimentation et de la restauration. Le commerce est aussi un secteur en croissance.

Les AGR

alimentation restauration commerce

Élargir la formation en gestion des bénéficiaires et faire des propositions concrètes concernant les potentiels à Saaba.

## LE POTENTIEL



Saaba dispose de deux barrages dont un n'est pas en bon état. Si ce dernier était bien réaménagé, cela pourrait favoriser la culture maraîchère. Étant donné que l'alimentation à Saaba est chère et que les produits agricoles n'existent pas en abondance – le seul groupe de cultivateurs est l'association de femmes « Budnoma de Saaba » –, le maraîchage offre un vrai potentiel économique.

Le maraîchage

Pour exploiter le potentiel maraîcher de Saaba, il faut d'abord vérifier l'état du barrage et l'importance du réaménagement nécessaire. Aussi, l'accès à la terre autour du barrage doit être clarifié auprès du maire et du chef de terre. Un projet maraîcher profiterait à la commune de Saaba (sécurité alimentaire), notamment dans la perspective de l'avenir de la commune.



Photo 2 : Bobo Dioulasso (crédit : Adanse)

## SAABA – recommandations

Saaba est une commune de la Région du Centre qui jouxte Ouagadougou, la capitale et le chef-lieu de la région. La population des 15-34 représente 34 % de la communauté. La commune subit les influences de Ouagadougou de par leur grande proximité. Le taux de pauvreté est de 9,6 %. Durant la dernière décennie, la commune de Saaba — à 15 km du centre-ville de Ouagadougou — est devenue un pôle de croissance, même si l'accès à l'eau et à l'électricité restent encore rudimentaire. Des maisons, des magasins et des ateliers de métiers comme la soudure, la menuiserie et la maçonnerie sont très fréquents tout comme des restaurants et buvettes. Saaba attire de nombreuses sociétés immobilières, ce qui a généré des mésententes, notamment chez les autochtones, qui ont des difficultés à accéder au foncier.

Tableau 11 : Interventions indicatives en vue de la réintégration des migrants de retour à Manga (les partenaires structurels et thématiques sont identifiés dans la section 4)

« À Bobo, nous ne voyons pas les migrants, même les migrants rapatriés de Libye je n'en connais pas à Bobo. J'ai deux neveux qui sont en Libye, ils ne sont pas rentrés. Ils appellent pour donner de leur nouvelle »  
*Adjoint au Maire*

« La communication ne se fait pas par les médias, car les gens ne sont pas sensibles aux messages transmis par ces voies. Notre communication se fait par le bouche-à-oreille, dans la mosquée, les "grins" de thé des jeunes »



Photo 3 : Rue de boutiques neuves à Saaba

SAABA	Défis	Interventions prioritaires possibles
<p style="text-align: center;"><b>Dimension économique</b></p>	<p>Difficulté d'accès au foncier Manque de transport entre Saaba et Ouagadougou</p> <p>Proximité de Ouagadougou, où sont la plupart des migrants de retour</p>	<p>Privilégier les chaînes de valeur de <b>l'apiculture</b>, du <b>niébé</b>, du <b>karité</b> et des <b>Nouvelles Technologies</b> en raison d'un contexte général de croissance économique à Saaba ainsi que des meilleures garanties d'intégration économique, sociale, psychosociale et sociétale qu'elles présentent et de leur moindre impact environnemental et meilleure équité sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser la production et la transformation avec labels de qualité (environnementaux et sociaux) ;</li> <li>• Valoriser l'attrait des filières auprès des jeunes en insistant sur la diversification des rôles et compétences ;</li> <li>• Développer des créneaux d'emplois pour les jeunes (en collaboration avec l'ANPE et PEJDC) en incluant migrants et non-migrants ;</li> <li>• Utiliser la proximité de la capitale et des nombreux centres de formation en NTIC pour créer des partenariats de formation des migrants de retour les plus diplômés ou qualifiés, tout en développant des modules d'initiation pour les moins qualifiés.</li> </ul> <p>Capitaliser sur les initiatives publiques et privées en gestation pour en accélérer le développement et en faciliter la mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Explorer les possibilités de partenariats avec les entreprises dans le secteur du bâtiment pour intégrer les bénéficiaires nombreux (plus de 70 %) qui ont travaillé dans la construction pendant leur séjour à l'étranger.</li> <li>• Développer un partenariat avec les associations pour la formation et l'embauche (limitée) des bénéficiaires. À part l'apprentissage, l'intégration des bénéficiaires au sein des associations offre l'avantage d'exposer les jeunes à la pratique de chaînes de valeur et aux bénéfices d'un projet collectif. En outre, l'intégration au sein des associations peut contribuer à la réintégration sociale des migrants de retour.</li> <li>• Aider des bénéficiaires à trouver du travail au sein des ateliers existants et/ou à développer leur propre activité, y compris une stratégie de marketing et de capture du marché.</li> <li>• Pour optimiser le potentiel maraicher de Saaba, il faut d'abord vérifier l'état du barrage et l'importance du réaménagement nécessaire. Aussi, l'accès à la terre autour du barrage doit être clarifié auprès du Maire et du Chef de Terre. Un projet maraicher profiterait à la commune de Saaba (sécurité alimentaire), notamment dans la perspective de l'avenir de la commune.</li> <li>• Des partenariats avec les associations Kologh Naba (formation de femmes et d'hommes autour de tissage, couture, savon, restauration maçonnerie, menuiserie) et Pousgo (transformation de produits agricoles) peuvent être explorés. Elles sont toutes deux intéressées par un partenariat autour de l'intégration des migrants (et non-migrants).</li> </ul> <p>Favoriser l'entrepreneuriat chez les migrants de retour (en collaboration avec les non-migrants autant que possible), via des subventions et des supports techniques (voir l'approche « entrepreneuriale dans le rapport) en favorisant les initiatives dont les retombées seront en particulier sensibles dans les domaines suivants : 1) en grande priorité, <b>eau, énergie, éducation, logement, santé</b> ; 2) en second lieu, <b>environnement, formation, psychosocial, cohésion sociale et financement</b>.</p>

SAABA	<i>Défis</i>	<i>Interventions prioritaires possibles</i>
<b>Dimension sociale</b>	Présence d'une cohésion sociale retrouvée, d'une convivialité, malgré les conflits autour de l'aménagement du territoire et du foncier. Attitude sceptique vis-à-vis des jeunes.	<p>Développer un plaidoyer autour des questions de la terre en engageant des discussions avec le GRAF (Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier) et d'autres parties prenantes pour faciliter le dialogue autour des questions foncières et apaiser les tensions nées de la question de la terre à Saaba, inclure la question de l'intégration des migrants de retour dans cet agenda.</p> <p>Créer des fora de dialogue entre jeunes et adultes, pour mieux intégrer les jeunes dans les discussions et la prise de décision. Associer les nombreuses ONG et OSCs locales travaillant sur ces questions à Saaba et Ouagadougou.</p>
<b>Dimension psychosociale</b>	Manque de formation et structure, mais reconnaissance et absence de stigmatisation sociale.	<p>Développer un partenariat avec les structures de santé (de Ouagadougou d'abord) pour une prise en charge psychologique complète des migrants de retour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Former des agents de la santé avec le soutien des ONG et acteurs de santé pertinents en matière de soutien psychologique (associations, ONG, formations confessionnelles, services municipaux) dans la prise en charge des traumatismes (agressions sexuelles et viols, maltraitements et violences physiques et psychologiques) et la médiation avec les familles. Ces « ambassadeurs de santé psychique » pourraient être en contact avec les case managers (recommandation 3 de la section « générale ») pour référer des cas complexes et suivre les individus en projet de réintégration ;</li> <li>• Appuyer la création (à moyen terme) d'un centre d'accueil des migrants de retour ayant des besoins psychosociaux spécifiques ;</li> <li>• Mettre en place des circuits de suivi des migrants assistés psychologiquement (y compris par des évaluations conduites par des experts de santé et académiques).</li> </ul>
<b>Communication pour le développement</b>	Perception plutôt négative des migrants de retour	<p>Créer des <i>fora</i> de dialogue pour apaiser les tensions et renforcer la cohésion sociale autour de la question des migrants et des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer auprès de la population locale, de la police, des employeurs et des institutions : 1) autour des dangers de la stigmatisation pour la cohésion sociale et 2) en faveur d'une meilleure connaissance du phénomène de migration et retour ; 3) des bénéfices de la migration de retour « réussie » pour la communauté.</p> <p>Lancer une campagne pour informer les migrants de retour des services pertinents (formations, placement, etc.) à leur disposition et sur les procédures administratives et les services disponibles (incluant les opportunités de marché).</p> <p>Utiliser les radios communautaires et les réseaux sociaux comme véhicules de communication en ciblant les thèmes suivants, autour de spots, vidéos, débats civiques : « jeunesse ET migration », « réalisation de soi ET quête identitaire », « tradition ET modernité », « cohésion sociale ET différences ».</p> <p>Le développement d'un entrepreneuriat autour des NTIC peut servir d'incubateur pour le C4D et la dissémination des messages à Saaba.</p>

## ANNEXE : Exemples d'entrepreneuriat social et de partenariat avec le secteur privé et grille de notation des chaînes de valeur



### Créer des partenariats avec le secteur privé pour l'équité et l'environnement : L'exemple de L'OCCITANE

Le karité, utilisé dans l'industrie cosmétique et agroalimentaire, pousse à l'état sauvage et met trente ans avant de produire des fruits. Le beurre est issu d'un savoir-faire traditionnel développé par les femmes, souvent regroupées en unions ou coopératives. Le Burkina Faso est l'un des principaux producteurs de noix de karité, mais aussi un important exportateur. Aujourd'hui, le marché du karité est aujourd'hui très porteur. Selon l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la demande pour la noix ouest-africaine a augmenté de 1200 % au cours de la dernière décennie. La compagnie française « L'Occitane » est engagée avec l'ONG AVSF, l'AFD et cinq syndicats regroupant des collectrices de noix de karité et des productrices de beurre, qui font vivre 10 000 femmes (selon L'Occitane), grâce à des contrats pluriannuels assurant des volumes et revenus stables. L'activité burkinabè de L'Occitane est désormais 100 % équitable, attestée en 2009 par Ecocert, la filière est aussi entièrement bio-équitable depuis 2018. Les résidus sont récupérés pour faire des briquettes de combustible, réduisant ainsi la consommation de bois de 60 à 70 %.

Photos 5 et 6 : Crédit Litter of Light & L'Occitane

### Quand l'intégration économique par l'entrepreneuriat a un impact positif sur l'éducation, la santé, la sécurité... L'exemple de « Liter of Light »

Un projet appelé éclaire les endroits qui en ont le plus besoin, en utilisant des lampes fabriquées à partir de bouteilles en plastique. Dans un contexte comme celui de Saaba, certains quartiers sont encore éclairés à la lueur des bougies, des lampes au kérosène aux émanations toxiques ou des générateurs. Les problèmes de services, les prix de l'électricité pour les ménages les plus défavorisés et l'enclavement relatif de Saaba (par rapport à Ouagadougou) limitent encore l'accès à la lumière. Cela a des conséquences directes en termes de sécurité, de santé et d'accès à l'éducation (moins de temps pour la lecture et l'apprentissage). Un projet open source appelé *Liter of Light* utilise des bouteilles en plastique pour fabriquer des lampes simples à énergie solaire. Les bouteilles en plastique sont remplies d'eau et d'eau de javel, ce qui élimine les algues qui rendent l'eau verte. Les bouteilles sont ensuite installées dans les toits des maisons et commencent à fonctionner comme un miroir sur le toit, réfractant la lumière à 360 degrés et offrant une ampoule naturelle pendant la journée. Avec l'argent économisé en n'utilisant pas l'électricité de jour, environ 10 à 15 dollars par mois et par ménage, il est possible de fournir une lumière la nuit. « *Le crime diminue de 70 % dans les villages et les camps de réfugiés où nous opérons* », a déclaré le fondateur de Liter of Light. Le projet offre ensuite aux femmes les pièces nécessaires à la fabrication des simples lampes solaires et leur apprend à les assembler. Le projet prête des pièces aux populations locales, qu'elles remboursent une fois qu'elles ont commencé à gagner de l'argent en vendant les lampes, au lieu d'apporter le produit de l'étranger et de demander aux gens de le vendre. Plus de 650 000 de ces lumières sont déjà en place dans une vingtaine de pays. Une lampe solaire de base en plastique coûte environ 3 dollars. Les lampadaires coûtent entre 25 et 30 dollars. Les lampes les plus puissantes se vendent jusqu'à 60 dollars (soit 30 fois moins que les prix courants à prestation équivalente). Pour l'OIM, à Saaba comme dans d'autres communautés, financer et former en partenariat avec *Liter of Light* des micro-entreprises associant migrants de retour et non migrants pour créer et diffuser ces lampes aurait un impact positif économiquement, socialement, et écologiquement sur la communauté comme sur les familles de Saaba. L'image de migrant, leur autonomie (ou agentivité) en seraient également renforcées.

Tableau 12 : Tableau synthétique des chaînes de valeur considérées dans les communautés interrogées au Burkina Faso (source ILO/UNHCR)

Chaînes de valeur présélectionnées	Noix de Cajou (Anacarde)		Riz premium		Petits Ruminants		Pisciculture		Coton		Mangue		Apiculture		Oignon		Karité		Sorgho, Mil, Maïs		Niébé		NTIC		Spiruline			
	Note	Final	Note	Final	Note	Final	Note	Final	Note	Final	Note	Final	Note	Final	Note	Final	Note	Final	Note	Final	Note	Final	Note	Final	Note	Final		
<b>Variables (poids score)</b>																												
<b>Potentiel (5)</b>																												
Demande existante pour le produit (1,5)	8	12	6	9	7	10,5	6	9	7	10,5	8	12	7	10,5	7	10,5	8	12	7	10,5	8	12	8	12	8	12	8	12
Intensité de la création d'emplois (1)	5	5	5	5	6	6	4	4	5	5	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	6	6	6	6	6	6	6	6
Emplois pour femmes et jeunes (1)	7	7	6	6	7	7	7	7	6	6	7	7	7	7	6	6	7	7	6	6	7	7	8	8	6	6	6	6
Innovation, qualité, long-terme (1,5)	5	7,5	6	9	7	10,5	4	6	5	7,5	5	7,5	6	9	4	6	6	9	4	6	7	10,5	8	12	6	9	6	9
<b>Pertinence (pour les migrants et les non-migrants) (3)</b>																												
Nombre d'individus dans l'activité (1,5)	6	9	7	10,5	8	12	6	9	6	9	7	10,5	6	9	7	10,5	6	9	7	10,5	6	9	5	7,5	6	9	6	9
Qualifications requises et diversifiées (1,5)	7	10,5	5	7,5	7	10,5	6	9	6	9	6	9	7	10,5	4	6	7	10,5	4	6	7	10,5	8	12	7	10,5	7	10,5
<b>Faisabilité (8)</b>																												
Facteurs de production (terre, eau) (2)	7	14	7	14	6	12	6	12	5	10	6	12	7	10,5	6	9	6	12	6	12	8	16	5	10	6	12	6	12
Calendrier réaliste à court terme (1)	7	7	6	6	7	7	4	4	4	4	7	7	7	7	6	6	3	3	5	5	6	6	7	7	6	6	6	6
Partenariats (technique et recherche) (1)	8	8	6	6	8	8	5	5	4	4	7	7	7	7	5	5	7	7	4	4	8	8	9	9	8	8	8	8
Financements disponibles (1,5)	8	12	5	7,5	6	9	5	7,5	4	6	8	12	8	12	5	7,5	7	10,5	5	7,5	7	10,5	8	12	7	10,5	7	10,5
Valeur ajoutée (1)	6	6	7	7	6	6	6	6	5	5	7	7	8	8	5	5	7	7	4	4	7	7	8	8	7	7	7	7
Impact sociétal et environnemental (1,5)	6	9	5	7,5	5	7,5	5	7,5	4	6	6	9	6	9	6	9	6	9	5	7,5	9	13,5	8	8	6	9	6	9
<b>Résultats (16)</b>	107		95		106		86		82		107		107,5		87,5		103		86		116		111,5		105			
Communautés prioritaires	Bobo		Béguédo		Bobo, Tenkodogo		Bobo		Bobo, Tenkodogo		Bobo		Tenkodogo, Saaba, Béguédo, Manga		Béguédo		Manga, Bobo, Saaba		Tenkodo.		Béguédo, Manga, Saaba		Saaba, Bobo		Bobo			

Source : Cette grille d'analyse s'inspire du *Guide to market-based livelihood interventions for refugees*/International Labour Office (BIT - Bureau International du Travail) ; United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR). – Geneva: ILO, 2017. Chaque note est comprise entre 1 (plus bas) et 10 (plus haut). Les quatre dimensions complémentaires « Potentiel (innovation et long-terme) », « Financements », « Valeur ajoutée » et « Impact Environnemental » ont été rajoutées en raison de leur importance pour la réintégration des migrants de retour et certains poids ajustés en fonction du contexte burkinabé.

Samuel Hall est un bureau d'étude proposant des services d'analyses d'experts, des conseils personnalisés et un accès aux connaissances locales pour un large éventail d'acteurs opérant dans les environnements les plus difficiles du monde.

Nous sommes spécialisés dans les enquêtes socioéconomiques, les études privées et publiques et l'évaluation de l'impact de divers acteurs humanitaires et de développement. Grâce à une approche rigoureuse et à l'inclusion d'experts universitaires, de praticiens de terrain et d'un vaste réseau de chercheurs nationaux, nous apportons des idées novatrices et des solutions pratiques pour résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques les plus urgents de notre époque.

Samuel Hall a des bureaux en Afghanistan, au Kenya et en Somalie et est présent en France, en Allemagne, au Sénégal, en Tunisie et aux Émirats arabes unis. Pour plus d'informations, veuillez visiter : [www.samuelhall.org](http://www.samuelhall.org)

[development@samuelhall.org](mailto:development@samuelhall.org)

